AIACE EU

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

NOVEMBRE 2026 • n°136

L'euro politique vs. l'euro pratique
Page 5

The Digital Euro
Page 11

The digital euro – a must-have, a nice-to-have, or devil's stuff?
Page 14





Édito AIACE EU 136

Francisco J. Andrada Sanz

Bienvenue dans ce nouveau numéro d'AIACE.EU.

Après en avoir débattu au sein du comité de rédaction, nous avons décidé que, désormais, la plupart de nos numéros seront consacrés à un grand sujet d'actualité. Pour inaugurer cette nouvelle orientation, nous avons choisi de nous pencher sur le projet d'euro numérique.

L'opinion publique européenne a accueilli l'annonce de ce nouvel instrument financier avec des réactions contrastées. Deux d'entre elles, en particulier, illustrent assez bien les positions qui se dessinent.

D'un côté, ses partisans soulignent la nécessité pour l'Europe de s'affranchir de la tutelle financière exercée sur son économie par les mécanismes venus de l'autre côté de l'Atlantique. Il s'agit, certes, d'un pas dans la bonne direction, mais d'un pas bien tardif : remettre en cause une situation qui a été acceptée, parfois avec une certaine insouciance, pendant plusieurs décennies exigera du temps et des efforts.

De l'autre, les inquiétudes se font jour face au risque de voir un mécanisme centralisé devenir un instrument supplémentaire de contrôle des opérations qui rythment la vie quotidienne des citoyens européens. Il est difficile, dans ce contexte, de ne pas s'interroger sur les conséquences fiscales que pourrait entraîner une telle évolution.

Certains s'emploient à écarter l'idée d'une quelconque volonté de contrôle. L'expérience nous enseigne pourtant combien il est facile de glisser progressivement vers des situations qui, à l'origine, n'avaient nullement été envisagées. Lorsque je considère ces deux perspectives, je ne peux m'empêcher de penser à cette expression de Pink Floyd : « *Comfortably Numb* ».

Je voudrais également ajouter une autre préoccupation, qui semble encore bien secondaire aux yeux de nos dirigeants et de nos Institutions : le fossé qui se creuse dans la compréhension et l'appropriation du monde numérique, au détriment notamment des personnes âgées, pour lesquelles il devient chaque jour plus difficile de suivre le rythme des évolutions technologiques.

L'euro numérique pourrait ainsi contribuer à élargir encore davantage la fracture numérique qui touche la génération des retraités. Une évolution présentée comme un progrès ne devrait pas avoir pour conséquence de laisser une partie de nos concitoyens au bord du chemin.

Vous trouverez également dans ce numéro d'AIACE.EU plusieurs articles de fond consacrés à des questions essentielles telles que la souveraineté, la démocratie et les droits des citoyens. Ils ont été rédigés par des experts de chacun de ces domaines, qui nous font généreusement bénéficier de leurs connaissances et de leur réflexion.

Et, comme toujours, ce numéro vous propose également un aperçu des initiatives, des actions et des contributions des sections nationales d'AIACE, qui demeurent partout aussi actives qu'engagées au service de leurs membres.

Comme vous avez pu le constater, la version numérique d'AIACE.EU est désormais une réalité : le numéro 135 a été publié en ligne. Cette évolution ne signifie en aucune manière la disparition de la version papier, que nombre d'entre vous apprécient et continueront à recevoir, sauf indication contraire de votre part.

La version numérique nous offre cependant de nouvelles possibilités. Elle nous permet notamment de proposer des versions linguistiques d'articles publiés dans des langues moins largement diffusées, et ainsi de rendre leur contenu accessible à un public encore plus vaste.

Je voudrais à cette occasion remercier chaleureusement l'équipe d'AIACE International qui a œuvré à la réalisation de cette nouvelle version numérique. Son soutien, son engagement et sa disponibilité ont largement contribué à faire de ce projet une réalité. Comme toujours, l'OIB s'est également associé avec enthousiasme à cette nouvelle aventure, en apportant sa disponibilité et son précieux soutien.

Je souhaite enfin à chacune et à chacun d'entre vous de très belles fêtes de fin d'année, entourés de vos familles et de ceux qui vous sont chers. Que la nouvelle année vous apporte bonheur, santé, sérénité et réussite dans tous vos projets personnels.

Bonne lecture et très belles fêtes à toutes et à tous !

***ERRATUM**:*

*Dans le numéro 135 d'**AIACE.EU**, rubrique **IN MEMORIAM – Belinda Pyke**, une erreur s'est glissée dans la publication : la photographie illustrant l'article est celle de **Wolfgang Petzol**, alors que l'auteur du texte est **Alan Huyton**.*

Nous vous prions de bien vouloir nous excuser pour cette regrettable confusion.

Secrétariat de rédaction
Fabrizio Gariazzo

Comité de rédaction
Jean-Guy Giraud
Elisabeth Helander
Didier Hespel
Viola Groebner
Francis Jacobs
Antonis Papacostas

Éditeur responsable
Dominique Deshayes

Rédacteur en Chef
Francisco J. Andrada Sanz
francisco.andrada-sanz@outlook.es

Éditeur associé
Elisabeth Helander
Avec la collaboration de
Didier Hespel
aiace.bureau@hespel.eu

Design, impression et distribution: OIB
Association Internationale des Anciens de l'Union européenne
VM18 – 3/13,
Rue Van Maerlant 18, 1000 Bruxelles
Tel: 02-295.29.60
Email: aiace-int@ec.europa.eu
Numéro d'entreprise 0408999411
Internet: http://www.aiace-europa.eu
Tirage du magazine : 14.166 ex.
Photo couverture : © Adobe Stock

Édito AIACE EU 136 2
La rentrée aussi pour nous… 4

European Union
L'euro politique vs. l'euro pratique 5
The Digital Euro 11
The digital euro – a must-have, a nice-to-have, or devil's stuff? 14
Sovereignty 16
Conferenza "Democrazia in EUROPA" all'università La Sapienza di Roma 19

Articles
Giuseppe Mazzini, un europeista 21
Sapiens a-t-il enclenché la marche arrière? 24
La résolution 2286 de l'ONU 28
I diritti del cittadino europeo 29

AIACE internationale
Voulez-vous poser une question au PMO sur un decompte de frais medicaux ? 33
Would you like to ask a question to PMO about an account sheet of medical costs ? 36
Europe Direct 40

Vie de l´aiace
The French Riviera and Monaco 41
Visita guiada ao Museu da Marinha 43
Desde el norte de España 44
Let's be grateful we have the PMO 45
La section Belgique a le vent en poupe 46
Gelungene Jahrestagung 2026 von AIACE-Deutschland in Leipzig 48
Highlights of action in Finland 50

Nous avons lu
« L'Esprit de Rome » d'Emmanuelle Mourareau 53

In Memoriam
Karel Barták 55
Ils nous ont quittés 56

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être considérés comme exprimant la position officielle de l'AIACE ou des institutions de l'Union Européenne.

La rentrée aussi pour nous…



Dominique Deshayes

Pas de fournitures scolaires à acheter, pas de cahiers à recouvrir, pas la joie d'étrenner un nouveau cartable, mais ô combien de dossiers qui nous attendent.

Les plus importants ici.

D'abord bien sûr cette profonde épine dans le pied qu'est la reconnaissance de notre système de santé par les Etats membres. Nos travaux avec les administrations avancent trop lentement.

En attendant, je rappelle que lors de nos voyages dans un autre État membre ou même dans le monde entier, il est important de disposer d´une copie du certificat du PMO mentionnant notre affiliation à la RCAM. Ce certificat, disponible dans toutes les langues communautaires, est très facile à obtenir de façon automatique via les applications du PMO. Il aide à éviter des problèmes d'accueil dans les hôpitaux des autres Etats notamment pendant les vacances.

Aider les plus vulnérables devient de plus en plus essentiel. Avec l'espérance de vie qui s'allonge et suite à une enquête menée avec l'unité pensions s'inquiétant du silence de nombreux pensionnés (qui n'avaient pas fait de demande de frais médicaux depuis longtemps) nous avons eu la triste confirmation que nombre d'entre nous sont complétement isolés et sans appui aucun. Ceci doit devenir vraiment une de nos priorités.

Avant la sortie de ce numéro, j'aurai eu le plaisir d'assister les 22 et 23 octobre à Genève à une réunion d'organisations sœurs appartenant à l'*Association des agents pensionnés des Organisations coordonnées et de leurs Ayants droit, qui regroupe des retraités et pensionnés de l'OTAN, de l'OCDE, du Conseil de l'Europe, de l'ESA, d'EUMETSAT, du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme, et l'ex-UEO (dissoute en 2011) et qui est basée à l'OCDE, à Paris*. On y discutera de l'évolution des régimes/caisses de pension, des systèmes de protection médicale et sociale et des relations entre associations de pensionnés d'une part, et administrations, associations/comités du personnel, instances qui gèrent les régimes/caisses de pensions de l'autre. Sortir de son cadre est toujours stimulant et apprendre des choses tellement profitable. Je ferai rapport dans le numéro 137.

Il faut avoir les moyens de travailler, c'est pourquoi nous sommes en discussion avec les Institutions européennes afin qu'elles augmentent leurs contributions à hauteur de 6 € annuel par pensionné… Une action similaire sera entreprise vis-à-vis des Agences qui en matière de nombre de pensionnés deviennent des partenaires non négligeables.

Bel automne à toutes et tous et merci aux sections et à leurs bénévoles pour le travail considérable accompli.

© Adobe Stock

L'euro politique vs. l'euro pratique



L'euro numérique est souvent présenté comme une innovation financière. Pourtant, la véritable question qu'il pose est politique : **une Europe qui revendique son autonomie stratégique peut-elle dépendre d'infrastructures étrangères pour effectuer ses propres paiements ?**

L'Union européenne possède une monnaie commune, une banque centrale et l'un des plus grands marchés du monde. Mais elle ne dispose toujours pas d'une infrastructure de paiement véritablement paneuropéenne capable de rivaliser avec les grands réseaux internationaux.

Une part importante des paiements européens dépend aujourd'hui d'acteurs privés internationaux, notamment Visa et Mastercard. Cette situation constitue une vulnérabilité économique, mais aussi géopolitique.

Quand les paiements deviennent un instrument de puissance

Les sanctions imposées par les États-Unis à des magistrats de la Cour pénale internationale ont récemment donné une dimension très concrète à cette question.

Une décision politique américaine peut contraindre des entreprises et des institutions financières soumises à la juridiction américaine à interrompre certaines relations avec des personnes sanctionnées, y compris lorsqu'elles vivent et travaillent en Europe.

Cela ne signifie évidemment pas que Washington puisse simplement désactiver les cartes bancaires de l'ensemble des Européens.

Mais cela démontre une réalité : **l'accès aux infrastructures financières et numériques est devenu un instrument de puissance internationale.**



Antonis Papacostas

L'Europe a déjà identifié des dépendances stratégiques dans l'énergie, les semi-conducteurs, le cloud ou les télécommunications. Les paiements appartiennent désormais à la même catégorie.

L'objectif de l'euro numérique n'est donc pas de mener une guerre contre Visa, Mastercard ou les États-Unis. Il consiste à disposer d'une infrastructure publique européenne permettant de continuer à fonctionner indépendamment d'une décision prise à l'extérieur de l'Union.

C'est une forme d'assurance stratégique.

Après la souveraineté monétaire, la souveraineté des paiements

La création de l'euro avait donné à l'Europe une forme de souveraineté monétaire.

Mais à mesure que les espèces reculent au profit des paiements électroniques, une nouvelle question apparaît : **à quoi sert de contrôler sa monnaie si l'on ne contrôle pas les infrastructures permettant de l'utiliser ?**

C'est là que se situe probablement la véritable signification historique du projet.

L'euro numérique pourrait donner à l'Europe une infrastructure publique de paiement utilisable dans toute la zone euro et fonctionnant selon des règles définies par les institutions européennes.

Mais la souveraineté ne concerne pas uniquement les transactions. Elle concerne aussi ce qui est devenu l'une des ressources les plus stratégiques de l'économie numérique : **les données**.

Nos paiements racontent notre vie

Une transaction financière contient beaucoup plus d'informations qu'un simple montant.

L'ensemble des paiements d'une personne permet potentiellement de connaître ses déplacements, ses habitudes alimentaires, ses loisirs, les entreprises qu'elle fréquente ou les services auxquels elle est abonnée.

À l'échelle de centaines de millions de citoyens, ces informations permettent également d'observer en temps réel les comportements économiques d'un continent.

Les données de paiement constituent donc une ressource stratégique.

La question de leur protection dépasse largement le RGPD ou la protection individuelle de la vie privée.

Elle concerne également la **souveraineté informationnelle de l'Europe** : qui possède ces données, où sont-elles traitées, quelles entreprises peuvent les exploiter et quelles juridictions peuvent éventuellement y accéder ?

Une infrastructure européenne peut réduire certaines de ces dépendances.

Mais elle fait immédiatement apparaître un deuxième danger.

Se protéger de l'extérieur sans surveiller de l'intérieur

Une Europe qui rapatrierait ses infrastructures de paiement mais créerait simultanément un système permettant de suivre toutes les dépenses de ses citoyens n'aurait résolu qu'une partie du problème.

La souveraineté doit donc fonctionner dans deux directions :

protéger l'Europe vis-à-vis des puissances extérieures et protéger le citoyen vis-à-vis du pouvoir public.

C'est ici que l'expérience chinoise devient particulièrement intéressante.

L'avertissement chinois

La Chine expérimente depuis plusieurs années son yuan numérique.

Dans certains programmes pilotes, des sommes distribuées pour stimuler la consommation ont pu être limitées à certains commerces, certaines zones ou certaines périodes.

Il faut éviter une interprétation excessive : cela ne signifie pas que tous les yuans numériques détenus par les Chinois ont une date d'expiration ou sont géographiquement limités.

Mais ces expériences démontrent quelque chose de fondamental : **une monnaie entièrement numérique peut techniquement devenir programmable.**

Elle pourrait théoriquement être conçue pour ne fonctionner que dans certains lieux, pour certains achats ou pendant une période déterminée.

C'est une différence politique majeure avec les espèces.

Un État peut interdire l'achat d'un produit. Mais un billet de 50 euros ne sait pas ce que son propriétaire achète et ne peut pas décider lui-même de refuser une transaction.

Avec une monnaie programmable, cette frontière pourrait disparaître.

La ligne rouge européenne

La BCE affirme précisément que l'euro numérique **ne sera pas une monnaie programmable**.

Il ne devrait donc pas pouvoir expirer, être géographiquement limité ou être réservé à certaines catégories de biens.

Elle promet également un niveau élevé de confidentialité et affirme qu'elle-même ne devra pas pouvoir identifier directement les citoyens à partir de leurs transactions.

Ces engagements sont essentiels.

Mais dans une démocratie, une garantie aussi fondamentale ne devrait pas dépendre uniquement des intentions actuelles d'une institution.

La question est de savoir ce qu'une majorité politique pourrait décider dans dix, vingt ou trente ans.

Les protections essentielles devraient donc être inscrites durablement dans le droit européen : interdiction de la monnaie programmable, minimisation des données collectées, maintien des espèces, contrôle judiciaire des blocages et transparence stricte sur l'accès aux informations de paiement.

Une nouvelle définition de la souveraineté

L'euro numérique peut devenir un instrument important de l'autonomie stratégique européenne.



Mais sa réussite ne se mesurera pas seulement au nombre de personnes qui l'utiliseront.

Elle dépendra de sa capacité à résoudre une contradiction beaucoup plus profonde.

L'Europe doit être suffisamment souveraine pour ne pas pouvoir être paralysée par une puissance étrangère, mais ses citoyens doivent rester suffisamment libres pour ne pas pouvoir être contrôlés par l'infrastructure européenne créée pour les protéger.

La véritable souveraineté européenne se situe peut-être précisément dans cet équilibre : être indépendant à l'extérieur sans devenir intrusif à l'intérieur.

Euro numérique : concrètement, qu'est-ce qui va changer ?

L'euro numérique pourrait arriver avant la fin de la décennie. Mais pour le citoyen ou le commerçant, une question beaucoup plus simple se pose : **à quoi servira-t-il alors que nous payons déjà avec une carte ou un téléphone ?**

La Banque centrale européenne poursuit actuellement le développement technique du projet. Si le cadre législatif est adopté, des expérimentations sont envisagées avant une éventuelle émission autour de 2029.

Voici concrètement ce que cela pourrait changer.

Un billet de banque numérique

L'explication la plus simple consiste à imaginer l'euro numérique comme l'équivalent électronique d'un billet.

Un euro numérique vaudra toujours un euro.

La différence avec l'argent présent sur un compte bancaire est juridique et financière.

Un dépôt bancaire constitue une créance sur une banque commerciale. L'euro numérique constituera directement de la monnaie de banque centrale, comme les billets et les pièces.

Les banques resteront néanmoins présentes. Elles devraient fournir les portefeuilles numériques, identifier leurs clients et assurer une grande partie des services quotidiens.

Rien à voir avec le Bitcoin

L'euro numérique n'est pas une cryptomonnaie.

Le Bitcoin n'est émis par aucune banque centrale et sa valeur dépend du marché.

L'euro numérique sera émis par l'Eurosystème et sa valeur ne fluctuera pas par rapport à l'euro puisqu'il s'agira précisément… d'euros.

Il ne sera donc pas destiné à l'investissement ou à la spéculation.

Comment paiera-t-on ?

L'utilisateur devrait pouvoir disposer d'un portefeuille numérique accessible depuis son téléphone ou son environnement bancaire. Une solution par carte est également prévue afin que l'utilisation du système ne nécessite pas obligatoirement un smartphone.

Il devrait être possible de payer :

- un commerçant ;
- un achat sur Internet ;
- une autre personne ;

et certaines transactions même sans connexion Internet.

Cette dernière fonction est particulièrement importante en cas de panne de réseau et pour certains usages de proximité.

Les services de base devraient être gratuits pour les particuliers.

Pourquoi créer cela si Bancontact existe déjà ?

La Belgique dispose effectivement de **Bancontact**, une infrastructure nationale extrêmement développée.

Elle permet déjà aux consommateurs de payer facilement dans les commerces et sur Internet.

Mais Bancontact est un **système de paiement**, pas une nouvelle forme de monnaie.

L'argent reste sur le compte bancaire du client.

Cette distinction permet de comprendre la complémentarité des différents projets européens.

De Bancontact à Wero

Une autre évolution est actuellement en cours avec **Wero**, développé par l'European Payments Initiative.

De grandes banques européennes, notamment françaises, allemandes et belges, collaborent afin de développer une solution commune utilisable progressivement dans plusieurs pays.

Wero vise les transferts instantanés entre particuliers, puis le commerce électronique et les paiements en magasin.

L'objectif est donc différent de celui de l'euro numérique.

On peut résumer simplement :

Bancontact est une infrastructure nationale de paiement.

Wero construit une infrastructure bancaire paneuropéenne.

L'euro numérique sera une nouvelle forme de monnaie publique.

Les trois peuvent parfaitement coexister.

Quel intérêt pour un commerçant ?

Le principal intérêt potentiel est le coût.

Accepter un paiement électronique n'est pas gratuit. Une transaction par carte génère différentes commissions réparties entre banques, prestataires et réseaux de paiement.

Selon les estimations citées par la BCE, les commerçants de la zone euro supportent plusieurs milliards d'euros de coûts annuels liés au traitement des cartes internationales.

Une commission globale de l'ordre de 0,5 % représente 500 euros sur 100 000 euros de paiements et 2 500 euros sur 500 000 euros.

Pour les très grandes entreprises, les pourcentages négociés peuvent être plus faibles. Les petites entreprises disposent souvent de moins de pouvoir de négociation.

L'euro numérique pourrait renforcer la concurrence et réduire certains de ces coûts.

Il serait toutefois prématuré d'annoncer une économie précise : le modèle tarifaire définitif pour les commerçants n'est pas encore connu.

La BCE indique seulement que l'Eurosystème lui-même ne prélèvera pas de frais de transaction.

Pourquoi limiter le montant détenu ?

Il est probable qu'un particulier ne pourra pas conserver une quantité illimitée d'euros numériques.

Cette restriction peut sembler étrange, mais elle répond à un problème très concret.

Imaginons une crise bancaire. Si chacun pouvait transférer instantanément toutes ses économies d'une banque commerciale vers de la monnaie garantie directement par la BCE, un mouvement de panique pourrait provoquer une fuite extrêmement rapide des dépôts bancaires.



© Adobe Stock

Un plafond doit permettre d'utiliser l'euro numérique comme moyen de paiement sans le transformer en immense compte d'épargne auprès de la banque centrale.

Le montant définitif n'est pas encore fixé.

Et les paiements automatiques ?

L'euro numérique devrait permettre des paiements conditionnels ou automatisés.

Par exemple, une somme pourrait être transférée automatiquement à une date déterminée ou après la réalisation d'une condition prévue dans une transaction.

Cela existe déjà sous des formes plus simples avec les virements permanents et les prélèvements.

La BCE distingue clairement ces **paiements programmés** d'une **monnaie programmable** : c'est l'ordre de paiement qui peut être automatisé, pas l'utilisation future de l'argent reçu.

Les espèces resteront-elles nécessaires ?

Oui, et pas seulement pour les personnes qui utilisent peu les technologies numériques.

Les espèces constituent également un système de secours.

Une infrastructure de paiement moderne doit pouvoir faire face aux pannes de télécommunications, aux cyberattaques ou aux coupures d'électricité.

C'est pourquoi l'euro numérique est conçu comme un complément aux espèces et non comme leur remplacement.

À quoi ressemblera finalement le paysage européen ?

Dans quelques années, un consommateur pourrait donc disposer simultanément de plusieurs possibilités.

Il pourrait payer en espèces, utiliser une carte, passer par un système national comme Bancontact, utiliser une solution européenne comme Wero ou payer directement en euros numériques.

L'intérêt de l'euro numérique ne sera donc probablement pas de remplacer tous ces moyens de paiement.

Il sera d'ajouter une option qui n'existe pas aujourd'hui à grande échelle : **payer électroniquement avec de la monnaie publique de banque centrale accessible à tous.**

La révolution sera peut-être moins visible pour le consommateur qu'on ne l'imagine. Devant la caisse, le geste restera probablement le même : approcher son téléphone ou sa carte.

Ce qui changera profondément se trouvera derrière ce geste : **la nature de l'argent utilisé et l'infrastructure qui permet de le faire circuler.**

The Digital Euro



Thomas Wieser

Chairman of the Eurogroup Working Group 2012-18

What is the issue, and the bigger picture

Once or twice a century technological progress advances in huge leaps rather than in steps. We can look at this through a variety of lenses, from boosting productivity and thus growth and income, to the societal and often political upheaval that such change generates.

History has many an example. From 1811 onward the so-called Luddites protested working conditions and wage erosion by smashing, mainly, textile machinery that cut costs.

The period from around 1870 to 1914 is often described as one of the most rapid technological and social change in history. Life moved at vastly accelerated pace, as time and distance of everyday life were compressed.

Observers at the time frequently complained about fast work rhythms, information overload, psychological exhaustion, and declining traditions. As traditional sources of identity weakened, people were on the search for new identities enabling them to cope with the challenges of the unknown.

The author Philipp Blom has written extensively on these questions. What, he asks, happens to societies when technological and economic change is so much faster than their ability to adapt politically and culturally. Thus, technology is not merely a factor driving productivity but one that shapes people's identity, societal structures and the political make up of our societies (see Blom, Philipp. *The Vertigo Years: Change and Culture in the West, 1900–1914*. London, 2008) Old certainties collapse, and new ones are slow to emerge.

Sounds familiar?

Acceleration of life leaves many "breathless", information overload makes communication continuous and global, leading to a feeling of having lost control over their lives. Automation, AI and digital platforms endanger traditional forms of work and jobs. Institutions struggle to keep up with technology.

An important difference between then and now, Blom emphasizes, is that previously change occurred over decades, allowing incremental adaptation. Today's technological revolution is unfolding within a generation, and on a global scale in real time.

Such change can be benign if society and its institutions adapt alongside, otherwise it can deepen societal polarization and endanger cohesion. As such, creating rules of the game, with transparency and accountability, can help reducing perceptions of loss of control. In our context, the technological disruption of today makes it ever more important to ensure national, or in our case European, control over payments infrastructures.

Digital Money arrives

Against this background the question of what we regard as "money", as medium of exchange, as store of value has changed just as rapidly as many other factors of everyday life. Less than two decades ago a Paper titled "Bitcoin: A Peer-To-Peer

Electronic Cash System" was published under the pseudonym of Satoshi Nakamoto, proposing a decentralized digital currency able to operate without banks or governments.

Decentralized systems were seen as more efficient and more "democratic", representing a shift from digitizing information to digitizing values (blockchain based assets). Less than two decades later the way we pay, save, invest and, yes, conduct monetary policy has undergone such profound change that at times one feels like Rip van Winkle.

However, whatever we may think, we did not arrive at today's state of electronic money merely within the last 20 years. Change started with the introduction of electronics into everyday life in the 1950s when the increasing use of computers made electronic accounting possible. From the '70s onward telecommunication and payment networks increasingly linked financial institutions, and the internet from the '90s on brought about online commerce. The last 20 years, as mentioned above, have produced digital money and currencies, and today's widespread use of smartphones makes digital payments a routine operation.

Digital money comes in a variety of forms. Bank deposits are the more "traditional" form of digital money (more precisely electronic commercial bank money), where salaries are deposited electronically, and the account holder will often transfer money for purchases electronically. Crypto assets are decentral electronic assets, usually not backed by any central authority, can be used for payments, and can fluctuate significantly in value. Stablecoins are crypto assets that are intended to largely maintain their value against an established currency such as the dollar, and in general are backed by reserves or equally resilient methods. Lastly, central bank digital currencies (CBDCs) are issued by the central bank of the country in question (or the ECB in the case of the EU), are identical in value to the respective currency, and are intended for payments rather than investments.

The ECB, as other major central banks world wide, has been engaged for some years in studying the feasibility of introducing a digital Euro. Obviously, this is not a matter that Central Bankers could or would undertake by themselves. How we see, use, and trust our money requires a well functioning political process, and Finance Ministers have been discussing this issue in their monthly meetings of the Euogroup at length.

But why??

Why did Europe start researching and discussing this issue? One reason was the fact that other Central Banks were engaging on this issue. There were concerns that over time the international role of the Euro could otherwise be somewhat compromised.

Given technological developments the rise of digital currencies could well eat into the role that Central Bank money plays in our economies. Making certain that it remains available also in a mainly digital environment was a distinct concern. As the use of cash in transactions declines steadily a digital Euro would form the electronic equivalent of cash, i.e. by paying with money that is directly backed by the ECB, as banknotes indeed are.

When paying with credit cards few Europeans realize how completely reliant they are on non-European payment systems, and what significant profits are made on our payments of our purchases. Europe lacks a genuine pan-European retail payment system comparable to Visa or Mastercard. The digital Euro should lay the groundwork for the provision of a common European infrastructure that European payment providers could utilize.

Moreover, the fact that Europe's payments infrastructure is largely provided by US providers has over the last few years become not only an economic liability, but also a risk if our payments systems were to be subject to unilateral measures. As unlikely as that may be it highlights the strategic dependence of Europe's financial system.

Thus, creating a digital Euro should strengthen Europe's sovereignty in this economically vital area.

State of the discussion

At the time of writing, we are moving steadily towards a final adoption of the legislative proposal. The European Parliament has recently adopted its negotiating position so that the trilogues with Council can proceed and then, in the nearer future, result in the finally adopted legal text. Thereafter the ECB can commence issuing the digital Euro after the technical preparations have been finalized. The year 2029 has been widely mentioned.

The reasons summarized above show that for the ECB, and indeed a wide political spectrum, it is evident that a digital Euro is an essential public good, required in order to maintain Europe's monetary, financial and indeed economic sovereignty. Given the uncertainties and volatility risks surrounding many of the digital currencies, issues of financial stability are important as well.

The debate on the pros and cons has been going on for years. Whilst proponents point to the issues mentioned above the critics are focusing on other aspects.

Banks have mobilized against a number of aspects that had been under discussion. At stake, in their – sometime–view, is the continued existence of the banking system as we know it. Given the choice of either holding near-cash in a bank account that charges fees, or in a digital wallet holding central bank money, deposits would start migrating out of the banking system. In times of financial stress the (correct) concern of banks was that bank accounts would be emptied by switching to digital holdings of digital Euros.

To ensure that this does not occur there will be a fixed maximum amount of digital Euros individuals will be able to hold, presumably a couple of thousand Euros. Also, holdings will not be interest-bearing. Were that not the case the effects on the European banking system would rapidly become profound. Dwindling deposits would lead to increased reliance on wholesale funding, thus higher funding costs, and thus to reduced profitability.

Other issues have been concerns over privacy (addressed through minimum personal data requirements and ensuring offline payment possibilities) and ensuring the continued existence of cash notes (and coins).

Conclusions

The introduction of a digital Euro is only a few years away and will presumably be taken up by broad parts of the European population. The degree to which this will take place will depend on a variety of factors, ranging from user-friendly technology to the degree and form of fintech competition. The long-term changes of peoples' payment behavior are of course hard to forecast.

It will not have any significant influence on the use of cash compared to today, as in most Member States digital payment methods have already proliferated. Effects on banks can be expected to be fairly limited in size given the rather modest amounts of digital Euro account holders can keep at any given point in time.

At the outset the direct effect on Europe's dependance on non-EU payment systems and infrastructures will be limited but may act as a catalyst to move towards a higher degree of financial sovereignty and de-risking than we have today.

Parliament has introduced significant privacy safeguards, although the debate on the balance between privacy, anti-money laundering requirements and operational practicality continue.

Overall, therefore, the digital Euro is a first modest step towards a modernized European payment system, but an important one in terms of competitiveness, and sovereignty.

The digital euro – a must-have, a nice-to-have, or devil's stuff?



Karl Pichelmann

Karl Pichelmann, senior adviser in the European Commission's DG for Economic and Financial Affairs until 2021.

We have now all been well accustomed to electronic money transactions for decades. Our pension and salaries arrive digitally on our bank accounts, we have usually authorized several automatic direct debit mandates, and many daily purchases are made by debit/credit card or via payment systems such as PayPal or Apple Pay. Innovations such as various types of cryptocurrencies carry the potential to fundamentally alter the public good nature of money as a means of transaction, unit of account, and a store of value.

Thus, the digital euro project stands at the centre of the transformation of money in a context shaped by digitalization and geopolitical rivalry. Beyond being a technical innovation, the digital euro relates to Europe's sovereignty within the global financial system, its dependence on external infrastructures controlled by non-European providers, and its ability to project the international role of the euro. Basically, the digital euro is a proposed central bank digital currency (CBDC) being developed by the European Central Bank (ECB) and national central banks of the eurozone. It will serve as a digital equivalent to physical cash, allowing citizens and businesses to make secure, accepted electronic payments anywhere in the euro area. Importantly, it will not replace physical banknotes or coins, nor will it replace private bank accounts.

The European Central Bank views the digital euro as a **must-have public good** to protect monetary sovereignty, to strengthen financial resilience, to cut reliance on foreign payment giants, and to provide a public alternative to the rise of cryptocurrencies and stablecoins. Critics, including commercial banks, see it anywhere from a **nice-to-have backup** to **devil's stuff** threatening privacy and financial stability. In any case, legislative and technical preparations are underway for a potential rollout around 2029. Thus, a broader reflection about its opportunities and risks, its design, and its social acceptance are clearly warranted.

Why proponents call it a "must-have"

- **Strategic sovereignty:** A key ingredient for monetary credibility and resilience given the rise of stablecoins and crypto-assets; reducing Europe's heavy reliance on non-European card networks like Visa and Mastercard and big-tech mobile wallets.
- **Universal access:** Guarantees a free, trusted public digital payment method accepted everywhere in the euro area, mirroring physical cash, alleviating financial exclusion.
- **Ecosystem foundation:** Provides unified open standards that can help local European payment providers scale and compete.

Why sceptics call it "nice-to-have" (or redundant)

- **Private alternatives exist:** Instant payments, mobile apps, and commercial digital wallets already handle daily transactions efficiently.
- **Questionable added value:** Many commercial banks question the extra utility compared to upcoming private banking innovations.

Why critics frame it as "devil's stuff"

- **Surveillance and privacy fears:** Concerns that a CBDC could be misused for financial tracking, censorship, or programmable «perishable» money.
- **Banking disintermediation:** Risk that nervous citizens might move large deposits out of commercial banks and into the central bank during a crisis, starving the economy of credit.

The recent geopolitical developments have certainly strengthened the case for stronger strategic autonomy in international financial and monetary matters, given the rising tensions in the international arena and the growing risk of intensified economic warfare in the months and years ahead. The EU cannot afford leaving a void in the financial architecture, clearly requiring the European Central Bank to be the public anchor for all euros, including retail and wholesale digital currency.

Work on a "wholesale" digital euro has centred around the increasing use of distributed ledger technology, tokenised settlement and how to link the ECB's payment rails to private-sector projects, with a longer-term view to ensure central bank services and collateral services remain properly linked with the rest of the financial system. Obviously, a wholesale digital euro would provide the euro with a credible anchor in the programmable financial sphere and thus, should be considered as strategically indispensable. The retail project, which has received considerably more public attention, is currently advancing through the EU's co-legislative procedures and subject to a broader debate. While some of the arguments of the critics should not be too easily dismissed, many of the concerns related to the alleged witches' brew can certainly be addressed by privacy safeguards and holding limits proposed for the digital euro in retail use. However, the implementation of the retail digital euro, while ultimately an important complement to a full digital euro, may unfortunately take some more time given Europe's slow-moving political processes.



© Adobe Stock


© Adobe Stock

Sovereignty



Jacek Safuta

As the campaign and results of the recent elections in Sweden and Saxony-Anhalt and de facto campaign before next year elections in countries such as France and Poland , there are increasing references in the Polish media to national sovereignty and to whether and to what extent it is 'threatened' by EU institutions and the governments of the largest and most influential member states. This 'threat' depends primarily on the extent to which politicians keep a cool head and stop using the concept of sovereignty like a club to fight their internal and external opponents.

Of course, we all respect and care for our sovereignty, but it is worth preparing for debates on this topic because it will certainly be one of the factors influencing the election results, and the subject is complex and evokes emotions. Not least because 'defenders of sovereignty' in European Union countries refer not only to the concept of national sovereignty, but also to partial sovereignty, e.g. digital or food sovereignty. A separate, very controversial issue is judicial sovereignty, which is referred to by critics of the rulings of the CJEU.

The Polish language dictionary defines sovereignty as 'the independence of a state in conducting internal and foreign policy.' Defenders of sovereignty call themselves sovereigntists. According to Professor Jan Zielonka of the University of Oxford, they are convinced that our fundamental problems are best solved by the nation-state, not the UN, the European Union, a region, or a city. 'Why is *souverainism* dangerous? Because in an era of global connections, most challenges and problems have distant sources but impact local communities,' Professor Zielonka warned in his article published by the *Rzeczpospolita* daily.

Almost immediately after the election victory, the new Prime Minister of Hungary announced the abolition of the Sovereignty Protection Office. According to Peter Magyar, 'the office, maintained at

a cost of billions, protected and served the interests of Russia, not Hungary.' His predecessor, Viktor Orbán, justified the creation of the office in 2023 as a necessity to monitor organizations supported by foreign centers. Especially those funded by George Soros, who was Mr. Orbán's true *bête noire*, as he supported organizations promoting democracy in Hungary. The former prime minister believed that they aimed to influence debate and political decisions, allegedly thus threatening Hungary's sovereignty. Mr. Orbán's election campaign aimed to vilify 'external enemies' – beside Soros, also Ursula von der Leyen and Volodymyr Zelensky.

Soon after the elections, the victorious Mr. Magyar visited Poland as the first of the countries he intended to visit as Prime Minister in his first months. Polish far-right media, analyzing reports from the German press, concluded that since German commentators did not hide their joy at the result of the Hungarian elections, it means that 'Tusk and Magyar are to destroy the sovereignty of Poland and Hungary.' According to one of the Polish far-right internet televisions, Mr. Magyars' visit to Poland is a signal of the 'final dismantling of the "anti-liberal" alliance, which for years defended the subjectivity of Warsaw and Budapest against the dictates of Brussels and Berlin.'

In the case of Hungary, mutual accusations by the parties to the conflict of actions undermining national sovereignty did not play a decisive role, although they were certainly taken into account by voters. A few months earlier, Hungary threatened to block the 20th EU sanctions package against Russia and a loan for Ukraine if the transit of Russian oil via pipeline from Russia through Ukraine to Hungary was not restored. The then Hungarian Foreign Minister Peter Szijjarto commented at the time: 'A threat to our energy supplies is an attack on our sovereignty.'

While reading these statements, I decided to share a memory related to the concept of sovereignty. When, at the end of 1991, I appeared in the press room of the European Commission for the first time as a correspondent of Polish media in Brussels, my attention was drawn to a chubby light blond colleague journalist with messy hair. He did not hide his displeasure that he had to ask questions and deliver his monologues in French because at that time only the language of Molière was used in the press room.

However, that was probably not what prompted him to declare war on the Commission. In the years 1989-94, Boris Johnson, as I has him in mind, was poking daily at the Commission, especially its head Jacques Delors, accusing him of expanding the bureaucracy that produces 'stupid regulations' and striving to deprive the United Kingdom of the remaining sovereignty in favor of a European 'superstate.' Mr. Johnson's reports for the *The Daily Telegraph*, which was considered to be a serious newspaper, found a receptive audience not only in British, Czech or Polish tabloids but also in mainstream media in these and other countries.

Mr. Delors' advisers later admitted talking to the *Financial Times* that they had underestimated him: 'The EU officials whom he ridiculed almost every day saw the future champion of Brexit as more of an entertainer than a threat. Pascal Lamy, chief adviser to the then-Commission President Delors, remembers that Mr. Johnson's press coverage of the EC/EU — which regularly involved telling tall stories about Brussels' plans –' looked so jokey, so silly, so fake.'

According to the *FT*, in 1992 the then Danish foreign minister Uffe-Elleman Jensen was firmly convinced that Johnson's correspondence contributed to the rejection of the new treaty by the majority of Danes participating in the vote.

Upon returning to London, the brilliant, witty Mr. Johnson transformed from a political commentator into a television



© Adobe Stock

star, and then into a politician and spokesperson for the 'Leave' campaign, eventually becoming the Prime Minister of the Unite Kingdom and leading it out of the EU. It took him almost 30 years, perhaps because the UK repeatedly revisited the lesson of sovereignty, and successive British Prime Ministers, with Mrs. Thatcher at the helm, defended pooling a part of sovereignty in exchange for participation in EU decisions, access to the single market, and other benefits of membership. Experts point this out and urge supporters of European integration to start preparing today to counter Europhobic arguments tomorrow . For the world is accelerating and we certainly will not any feel safer by following in the footsteps of Brexiters.

Despite the revolution in the media landscape, the argument of 'we will restore sovereignty to the UK' can still be effective. Therefore, an innovative approach to informing and communicating about the Union is needed, primarily by the Member States, but of course also by the EU institutions and all supporters of European integration.

'The EU needs a change in its approach to communication activities,' Dr. Małgorzata Bonikowska, president of the Polish Center for International Relations (CSM), told us. First – simplifying the language, replacing the 'Brussels jargon' with vivid images that evoke emotions. Second – addressing issues that are most important to Europeans and explaining why joint actions of countries are more effective. Third – directing the message primarily to skeptics, people who ask questions and have doubts. Fourth – better use of the potential of local experts who can travel around the country and "explain the Union." They will do it better than PR agencies or Brussels officials because they have direct contact with people and feel their emotions.'

Based on my personal experience as a former long-time correspondent for Polish media in Brussels and later as head of the European Parliament Office in Warsaw, I would not rely solely on institutions, but would try to convince the Member States that it is also necessary to have a reliable European education in schools that is attractive to young people.

And should we even start worrying about it and dealing with it now? Some people believe it is too early to outline pessimistic scenarios. Others – quite the opposite – think that our departure from the Union is already practically decided. Because the Europhobes will pass it through the Polish Parliament without a referendum, or there will be a referendum, but preceded by a massive propaganda attack on the Union, the Commission, Germany and France, so supporters of integration will be shouted down. The result will most probably also depend on how voters perceive our security situation and Russia's behaviour. So far, the majority of Polish people are strongly convinced that it is in Poland's vital national interest to maintain EU membership, direct participation in EU decisions , the best possible relations with neighbors.





Conferenza "Democrazia in EUROPA" all'università La Sapienza di Roma: intervento del Prof. Nemitz



Paul Nemitz

Visiting Prof. of Law, College of Europe; Chair, Arthur Langerman Foundation, Berlin; Trustee, Leo Baeck Institute, New York; Honorary "Hamburg Ambassador" to Italy and the Holy See"; retired Director, EU Commission.

An English and/or French translation is available on the AIACE website (News/Articles/Opinions section) and in the digital version of this magazine.

09-09-2026 Roma, Università La Sapienza

A questo momento, non c'è nulla da aspettarsi dai governi che possa portare a una maggiore democrazia o a una maggiore integrazione europea. In Germania, il cancelliere Merz insiste per una significativa riduzione del bilancio dell'UE. La vittoria elettorale dell'AfD, partito nazionalista di destra, nella Sassonia-Anhalt mette ulteriormente sotto pressione il partito del cancelliere.

Riguardo alla vittoria elettorale dell'AfD in Sassonia-Anhalt, mi limito a dire questo: tale vittoria è stata possibile solo sullo sfondo della vittoria elettorale di Trump negli Stati Uniti. Infatti, sono gli Stati Uniti a determinare il macroclima politico. Anche Willy Brandt divenne cancelliere solo dopo che Kennedy aveva portato una ventata di novità in America. Proprio come Trump sta ora perdendo consensi negli Stati Uniti, perché la gente sta imparando che i populisti di destra non fanno una politica ragionevole, anche l'AfD in Germania perderà il sostegno dopo un po' di tempo, a meno che nel frattempo i partiti democratici stessi non perdano la calma e commettano gravi errori. Ora devono proseguire il loro percorso di riforme interne. Per quanto riguarda l'Europa

Se però né la Germania, né la Francia, né l'Italia intendono portare avanti l'integrazione europea, la democrazia europea e il mercato interno, l'Europa perderà importanza rispetto agli Stati Uniti, alla Cina e anche alla Russia e perderà attrattività anche per i cittadini. La crescita economica e la democrazia in tutti i paesi europei ne risentiranno. È quindi necessario che, proprio in questi tre piu grandi Stati membri, si alzi una ventata fresca e si assuma la responsabilità per la crescita, la sicurezza e la democrazia in Europa. Ciò significa che occorre mettere sul tavolo nuove idee per l'Europa: è urgentemente necessario un nuovo slancio verso una maggiore cooperazione e integrazione per offrire alla giovane generazione una vera prospettiva democratica e di speranza europea.

Da dove può nascere questa iniziativa? Dalla giovane società civile. Sono i giovani a soffrire maggiormente della disintegrazione e del nazionalismo. Se ne sono resi conto i giovani in Gran Bretagna dopo la Brexit. E se ne stanno rendendo conto i giovani americani sotto Trump. Credo quindi che sia giusto puntare sui giovani per un rinnovamento dell'Europa. Ma soprattutto sui giovani organizzati, ovvero coloro che sono già impegnati per l'interesse pubblico europeo nella società civile, nel mondo accademico, nel giornalismo, nella Chiesa, nei sindacati o nell'imprenditoria. In Germania per questa parte della società ci sono molti alleati con cui è possibile portare avanti l'integrazione europea. Sono però proprio questi giovani impegnati, attivi al di fuori dei partiti politici, a mancare ai partiti politici stessi. Il pensiero europeo, il pensiero per un futuro comune dell'Europa, si è quasi completamente prosciugato nei partiti politici in Germania (e se vedo bene anche in Italia e nella maggior parte degli altri Stati membri). Dobbiamo riportare nei partiti democratici uno sguardo costruttivo e coraggioso verso il futuro dell'Europa, attraverso il tipo di discussioni che abbiamo avuto qui oggi. Dobbiamo sollecitare e sostenere i partiti, nonché aderirvi noi stessi, per creare al loro interno una nuova base per il rinnovamento dell'Europa. Dovremmo iniziare presto a farlo. Infatti, senza vincere l'impegno degli amici dell'Europa all'interno dei partiti, in un futuro Parlamento europeo, dopo le elezioni, mancheranno il coraggio e l'entusiasmo, ma anche le idee e il lavoro preparatorio necessari per una nuova fondazione costituzionale.

Per modificare i trattati, l'Europa ha bisogno dell'approvazione dei governi degli Stati membri. A un certo punto pensavamo che tale approvazione sarebbe stata più facile da ottenere dopo l'uscita del Regno Unito. Ma poi altri hanno posto un freno. Anche la Germania. Anche dopo il ritorno della Polonia e dell'Ungheria al centro democratico, rimane difficile raggiungere la maggioranza necessaria per una conferenza intergovernativa volta a modificare i trattati. Credo tuttavia che già una convenzione senza preconcetti per lavorare in direzione di una **Carta della democrazia europea**, accanto alla Carta dei diritti fondamentali, possa essere la scintilla di un nuovo inizio e di una ventata di novità. Ricordiamoci: i lavori sulla Carta dei diritti fondamentali iniziarono all'epoca senza stabilire fin dall'inizio se la Carta sarebbe stata vincolante o meno. Questo approccio aperto permise allora di andare avanti. Credo che una Carta sulla democrazia in Europa, cioè democrazia a livello dell'UE e negli Stati membri, possa iniziare allo stesso modo. Vedremo poi in seguito se i risultati del lavoro di una convenzione su tale Carta consentiranno a tutti gli Stati membri di ratificarla a livello parlamentare, rendendola così diritto vincolante, proprio come è avvenuto alla fine con la Carta dei diritti fondamentali. Ho già scritto parecchio su questo progetto di Carta della democrazia e sono lieto di mettermi a disposizione per ulteriori lavori in questa direzione.

Grazie



Giuseppe Mazzini, un europeista.

Giorgio Mamberto

An English and/or French translation is available on the AIACE website (News/ Articles/Opinions section) and in the digital version of this magazine.

Nel 1871, alla fine della sua vita **Giuseppe Mazzini** (1805-1872), scrisse sulle colonne di "Roma del Popolo": "Noi vogliamo gli Stati Uniti d'Europa, l'Alleanza repubblicana dei Popoli..... Senza Patria, non è possibile ordinamento alcuno dell'Umanita. Senza Popoli non puo esistere Alleanza di Popoli. E questi Popoli devono ... essere liberi ed eguali, avere coscienza di sé, affermare la propria individualità e il proprio principio".

Era la conclusione del suo pensiero politico. Alla base del quale c'era l'idea di nazione "Una comunità unita dal-l'idea di possedere principi comuni". Il concetto era del socialista **Philippe Buchez**, che Mazzini conosceva bene, ma con Mazzini la Nazione divenne il fondamento dello Stato; lo Stato nazionale come lo conosciamo oggi, l'unione di tutto un popolo in uno Stato. L'Unità d'Italia divenne lo scopo della sua vita. La Giovane Italia, organizzazione da lui creata nel 1831 a Marsiglia, aveva appunto lo scopo di unificare l'I talia. Durante il suo esilio svizzero, nel 1834, con lo stesso obiettivo fondò la Giovane Germania e la Giovane Polonia che, tutte insieme, confluirono nella Giovane Europa. La stessa cosa si sarebbe dovuta fare con gli Stati nazione che una volta costituiti, avrebbero formato insieme gli Stati Uniti d'Europa.

Per lui l'Europa doveva essere "un'Europa di popoli liberi, indipendenti in quanto alla loro missione interna ma associati tra loro a un intento comune sotto la divisa libertà, eguaglianza, umanità. Ogni supremazia di un popolo deve spegnersi nella riabilitazione di tutti..."

L'idea di Stati nazione non era popolare presso i governi dell'epoca. Scardinava lo status quo europeo derivato dal Congresso di Vienna e sarebbe stata la fine degli Stati dinastici. **Metternich**, che di quello status quo era il guardiano, scrisse più o meno che "nessuno, nemmeno Napoleone, i re e i papi che aveva incontrato, gli diedero maggiori fastidi che Mazzini, un brigante italiano cencioso, astuto come un ladro, infaticabile come un innamorato e ardente come un apostolo". Più volte condannato a morte, per le sue idee e per le rivoluzioni che suscitava, ricercato da tutte le polizie europee, Mazzini passò gran parte della sua vita in prigione o in esilio



© Adobe Stock

e sempre in incognito. Morì a Pisa sotto falso nome, poverissimo e malato, a casa di amici ebrei che lo ospitavano.

La sua era una visione etica della politica ma anche della società. La società non è basata solo di diritti individuali ma anche sui doveri che l'uomo ha verso la società. Il suo libro" Dei doveri dell'uomo" fu tradotto in tutte le principali lingue europee ed ebbe una diffusione enorme. La società deve basarsi sulla solidarietà e tendere all'eguaglianza senza la quale non c'è vera libertà. L'eguaglianza implica anche parità di diritti tra uomo e donna, incluso il diritto di voto.

Mazzini fu un personaggio centrale nella politica europea di buona parte del secolo XIX. Tutti i governi ne diffidavano. Quando nel 1849 divenne il triumviro della Repubblica Romana, Spagna Austria e Francia gli mandarono contro i loro eserciti, per fortuna il suo braccio militare era **Garibaldi**.

Non con tutti i politici ebbe rapporti facili. **Marx**, che a Londra era quasi suo vicino di casa, lo criticò pesantemente fino all'insulto. Lo presentava come un rappresentante della borghesia ma di fatto ne temeva la popolarità. All'inizio della Prima Internazionale Socialista (Londra del 1864) nella quale Mazzini era solo rappresentato, i mazziniani erano la larga maggioranza. L'intervento di **Marx** cambiò le cose e Mazzini ne uscì. Mazzini condivideva l'analisi sociale di **Marx** ma era opposto al principio di lotta di classe che, secondo lui, avrebbe portato alla creazione di "una gerarchia arbitraria" che non sarebbe potuta durare "senza violenze inaudite" e "avrebbe assunto la dittatura delle antiche caste".

Con il socialismo francese, da cui il suo pensiero aveva preso molto, i rapporti divennero via via più difficili fino ad arrivare ad una rottura con gli intellettuali che ammirava di più: **Lamennais**, **Pierre Leroux** e anche **George Sand** con la quale pure era amico da anni. Ai socialisti rimproverava di non essersi opposti all'ascesa di Luigi Napoleone e di aver trasformato la loro ideologia in una "predicazione materialista". **Luis Blanc** gli rispose rimproverandogli di diffondere calunnie.

Più facili i rapporti con i radicali francesi come **Ledru Rollin**, rivoluzionario del '48 e all'epoca deputato al Parlamento francese, con il quale creò a Londra nel giugno del 1850 il "*Comitato Centrale Europeo per la Democrazia*" e sempre in quell'anno firmarono insieme l'«*Appel aux Peuples*» per l'organizzazione della democrazia europea. Una migliore sintonia ebbe con i repubblicani tedeschi e quelli dei Paesi dell'est Europa, forse perché la situazione dei loro Paesi era simile a quella italiana: Paesi divisi e occupati dallo straniero. **Arnold Ruge** deputato al Parlamento di Francoforte, che Mazzini stimava moltissimo, firmò con lui il Comitato Centrale Europeo. Tra gli altri firmatari c'erano **Lajos Kossuth**, **Albert Darasz** e **Ion Bratianu**. Tutti lasciarono un segno e un pezzo della loro vita nella lotta verso l'indipendenza e l'unità dei loro Paesi.

Il pensiero di Mazzini rimase attuale oltre la sua morte. Quando dovettero costruire una nazione **Gandhi** (che lo cita espressamente) **Golda Meir**, **Ben Gurion, Kwame Nkrumah**, **Jawaharlal Nehru** et **Sun Yat-sen** pescarono a piene mani nel pensiero mazziniano. E anche nella Società delle Nazioni del Presidente americano **Wilson** se ne trovano abbondanti tracce.

All'ideale dell'unità d'Italia Mazzini dedicò tutta la sua vita senza risparmiarsi. L'Italia che vide realizzarsi non era quella che voleva lui, ma il suo ideale era comunque realtà.

Secondo l'intellettuale femminista **Malwida von Meysenbug** amica di **Nietzsche** e di **Wagner**, Nietzsche diceva che «fra tutte le belle vite invidiava specialmente la vita di Mazzini: quella concentrazione assoluta in una sola idea che diviene per cosi' dire una fiamma in cui si consuma tutta l'individualità. Il poeta si libera della potenza di azione che è in lui incarnandola nei suoi personaggi: trasporta l'azione e la sofferenza fuori di sè stesso. Mazzini invece si obbiettivava nella sua vita che era la messa in azione ininterrotta della più nobile individualità. Era lui il personaggio tragico che accetta il più duro dolore per compiere l'atto ideale".

Mazzini, più volte condannato a morte e ricercato da tutte le polizie d'Europa, è passato più volte in incognito a Bruxelles per andare in Inghilterra, dove invece era protetto. Una lapide in Boulevard Anspach, all'incrocio con Rue Grétry, ricorda il luogo dove Mazzini alloggiava sotto falso nome.

Sapiens a-t-il enclenché la marche arrière?

QUELQUES REMARQUES ICONOCLASTES SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



Peter Zangl

Et puis sapiens se mit en tête de se cloner lui-même. Il commença par ce qui lui parut le plus aisé, à savoir le fonctionnement du cerveau, pour la motricité il verrait plus tard. De plus, Sapiens étant convaincu que sa «supériorité» par rapport aux autres mammifères réside dans ses compétences cérébrales, c'est bien sur le cerveau qu'il convenait de se pencher en premier lieu.

Persuadé d'avoir trouvé la réponse à son questionnement, il mélangea des méthodes de calcul sophistiquées et incroyablement rapides avec des milliards d'informations, de données d'origine pas toujours certaine, pour créer un genre d'algorithme. La modestie n'étant pas son image de marque préférée, il décida de l'appeler «intelligence artificielle». Il choisit délibérément cette dénomination extrême, erronée et ambitieuse alors qu'entre celle-ci et la véritable intelligence humaine, les liens étaient plus que ténus. En fait, il y avait place pour des dénominations plus nuancées. Mais peut-être que le sens de la nuance n'était pas dans les gènes de la majorité des 8 milliards de sapiens qui peuplaient maintenant la planète.

De tout temps les inventions de l'homme ont eu pour but (et résultat) de rendre un certain nombre de tâches soit superflues soit plus faciles à exécuter. Tel est le paradigme du progrès. Il est certain que pour autant, les tâches remplies maintenant par des outils rendaient ces tâches obsolètes et leur contrôle, dans le sens de la capabilité de les exécuter sans l'aide des outils, s'est largement perdue. Ainsi la capacité à souder manuellement de manière parfaite des pièces de métal, ne fait plus partie des compétences professionnelles de base des ouvriers de la métallurgie. De même le recours généralisé au GPS, a un effet de perte de compétence pour le sens de l'orientation.

En règle générale, l'idée prévalait que les gains de compétences résultant de l'introduction des outils l'emportaient sur l'abandon des compétences remplacées. L'algorithme des robots en charge de la soudure est connu et il constitue la transposition technologique des connaissances qui étaient auparavant le capital des soudeurs. De même l'algorithme des GPS n'a que peu de secrets.

Au-delà de sa modestie modérée, Sapiens s'encourage souvent à persévérer en partant de l'idée que tout ira bien et que de toute façon, comme il avance dans le sens du progrès, il se déplace forcément dans le bon sens. Ainsi, il est assez fréquent d'entendre l'un ou l'autre Sapiens dire : « Si tout se passe bien……» ou alors : «Bien utilisé……» alors qu'en fait ce type de questionnement serait plutôt superflu : si tout se passe bien, alors tout se passe bien, et si une chose est bien utilisée où y aurait-il un problème. Peu de gens semblent sensibles aux questionnements opposés

bien plus significatifs, à savoir «Si tout ne se passe pas bien? ....» ou «Si c'est mal utilisé…..?»

Dans ce contexte, nombre de Sapiens réputés savoir de quoi ils parlent, semblent s'intéresser à l'approche volontairement optimiste de l'intelligence artificielle. A titre d'exemple, on peut lire dans le journal Le Soir du 2 mars 2024, Brad Smith, Président de Microsoft dire à propos de l'intelligence artificielle : «*Bien utilisée, elle peut être un accélérateur pour les personnes qui l'emploient et leurs projets.*»

La liste des inventions qui ont pu être bien utilisées mais qui ont également été mal utilisées est également très longue. Ainsi, l'invention de la poudre a certes facilité beaucoup de travaux, permettant p.ex. de construire des voies de communication nouvelles, mais elle est surtout rentrée dans l'histoire comme poudre à canon qui a permis de démultiplier les destructions et les morts en cas de conflits.

De même l'énergie nucléaire, permet bien de produire de l'électricité, encore que Tchernobyl et autres Fukushima nous rappellent qu'il s'agit d'une technologie hasardeuse. Mais surtout son utilisation comme arme nucléaire nous confirme que la plupart des technologies inventées au cours de l'histoire sont souvent mal utilisées, pour autant que l'on considère l'utilisation militaire ne soit pas une bonne utilisation dans la mesure où elle augmente le potentiel destructeur et de morts des conflits.

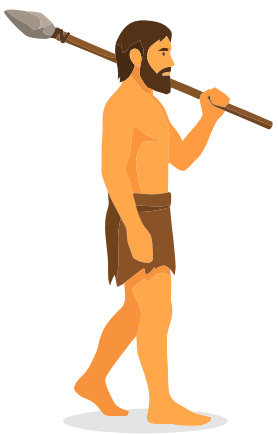
S'en suit une longue liste de tous les bénéfices que l'on peut en attendre. Les IA génératives feraient des rédactions nettement meilleures que les élèves dont ce sont les devoirs. Peut-être attachons nous trop d'importance au fait que les textes ainsi produits se caractérisent par des enchainements en général cohérents de même qu'ils sont quasiment dépourvus de fautes d'orthographe – encore que les règles d'accord des participes ou de cohérence entre sujet et orthographe du verbe semblent difficiles à maitriser–. Quelle bonne nouvelle, alors que, certains pensaient que le fait de demander à des élèves d'écrire une rédaction avait pour but essentiel non pas de présenter un texte parfait, mais plutôt de produire un texte original reflet de leurs connaissances et de leur capacité à les utiliser au moment de l'exercice, ce qui permettrait de le travailler avec eux pour apprendre à en rédiger un meilleur. Mais ceux-là, à l›évidence n›avaient rien compris au sens de l›histoire. Et comment pouvoir apprécier la qualité d›un document produit par une IA, si on n›a pas appris à en produire soi-même ? Et pourtant d'une certaine manière, la loi de Lavoisier s'avère être plus universelle que ce qu'on aurait pu penser à l'origine : *« Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme.»* Les algorithmes, même les plus sophistiqués ne sont pas à l'abri de ce principe. Out of the box ne fait probablement pas partie de leur héritage génétique.

Ces résultats sont donc doublement passéistes: d'une part ils sont constitués par des éléments de base qui ont déjà existé, et d'autre part ils sont limités par la ligne du temps de leur apprentissage. C'est bien cela qui les différencie de sapiens qui vit de manière continue et incessante la transformation du présent en passé et du futur en présent. L'utilisation abusive du profil dans les outils informatisés en est le meilleur exemple.

L'IA non générative impressionne par ses capacités énormes de simulation, permettant par exemple la mise au point de vaccins dans des délais impensables il y a peu. L'objectif même de la recherche médicale par l'IA est en général de pouvoir soigner des maladies jugées jusque-là invincibles, avec en résultat final une augmentation de l'espérance de vie des populations qui peuvent bénéficier des traitements correspondants. Simultanément nous savons que, dans nos sociétés, les personnes marginalisées ont une espérance de vie significativement inférieure à la moyenne. Se pose donc la question – ou plus correctement la question qui devrait se poser, serait – de savoir quels

seraient les gains d'espérance de vie si les ressources nécessaires pour les obtenir par la voie de la recherche de pointe avec assistance de l'IA, étaient consacrées à la mise en place de systèmes de santé accessibles à tous, avec des coûts probablement moins élevés y compris avec des économies substantielles en termes d'énergie.

Pour l'IA générative des LLM (Large Language Model) la situation est différente: non seulement les algorithmes sous-jacents sont en général inconnus du grand public alors que le cercle élitiste proche de leurs géniteurs les connaît et refuse systématiquement de les rendre public, ce qui permettrait du moins en théorie d'en discuter démocratiquement les enjeux. Ces modèles reprennent de manière non intelligente des probabilités de successions de mots et de concepts, sur base des données qui constituent leur base de données opérationnelle. Si les résultats sont impressionnants, les activités cérébrales des personnes qui y



ont recours, se déplacent des activités analytiques et souvent créatrices vers des activités de questionnement. De plus la tendance se généralise de considérer comme intelligents les résultats générés par ces outils, du seul fait de leur ressemblance formelle avec ceux générés par des êtres intelligents.

Pour l'IA générative les risques d'aller – intentionnellement ou non–vers des résultats biaisés sont cependant multiples : ils tiennent autant à la construction des outils qu'à leur utilisation par des acteurs parfois voyous. Les outils connaissent certes bien Becket ou Auster, alors que leur connaissance de Victor Hugo ou même de Camus s'avère être lacunaire. Peu de surprise en cela, puisque les données utilisées pour les nourrir viennent dans un premier temps de décisions arbitraires de leurs géniteurs, qui baignent souvent dans la culture anglo-saxonne. S'y ajoutent en règle générale les données collectées sur base des activités des sapiens sur les réseaux sociaux, qui ne se caractérisent pas par leur fiabilité. Leur représentativité du monde réel est douteuse. Nous savons par exemple, qu'il y a souvent peu de liens entre un «like» et la pensée réelle de celui qui clique l'icône .

Peu importe, dira Sapiens, puisque le «machine Learning» permet de remédier à cette faiblesse. Quelle idée géniale : l'algorithme des IA permettrait ainsi d'aller à la recherche d'informations manquantes. Nul doute, que l'algorithme sous-jacent fonctionne bien, mais à l'évidence, ce qu'il trouve dépend du point de départ de son interrogation, qui lui-même est marqué définitivement par les choix arbitraires faits depuis l'origine. C'est comme lors de randonnées en montagne : le randonneur peut à tout moment choisir entre plusieurs chemins, qui semblent mener à son but, mais en même temps ses possibilités de choix se trouvent limitées par son emplacement au moment du choix, lui-même dépendant des choix faits depuis le début de la randonnée. Quels que soient les biais d'origine des données de base, ils se répercutent à tout jamais sur les résultats que pourra produire l'IA.

C'est la raison pour laquelle, il n'y a pas lieu d'être surpris qu'une IA puisse «fidèlement terminer» la symphonie inachevée de Schubert, car pour cela la base de travail nécessaire sera limitée à l'analyse exhaustive des œuvres de Schubert, à l'exclusion de tout autre input. Le résultat sera parfait, sauf qu'il ne pourra pas y avoir d'apport en termes de créativité. De même les applications médicales sont probablement efficaces, pour autant que les inputs le soient. Nous savons aussi qu'aucune IA ne pourra interpréter un tableau, même si elle pourra faire une synthèse «éloquente» des

interprétations existantes, synthèse qui donnera l'impression d'être une synthèse propre.

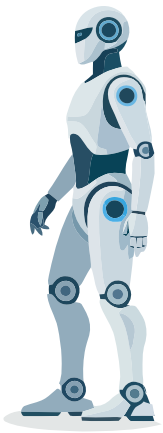
Enfin, Sapiens semble éprouver des difficultés à accepter que les IA soient capables certes – en général – d'associer l'image d'un chat au mot «chat» et à toute une série mots qui ont une relation avec le mot chat, qui peuvent le décrire de différentes manières y compris dans ses mouvements, ses miaulements etc… sans savoir ce qu'est un «chat». Pour une IA le mot «chat» n'est qu'une série de 4 lettres, mais pas un animal qui peut être très doux ou très agressif. Par analogie à Magritte, on pourrait dire que le chat de l'IA «n'est pas un chat».

Enfin et surtout les créations des IA génératives ne permettent plus de distinguer le vrai du faux. Impossible de savoir si la chanson diffusée a bien été chantée par le chanteur annoncé, dont on ne sait d'ailleurs pas qui il est et s'il existe réellement, ni de qui sont le texte et la musique. De plus, les résultats des IA sont de caractère aléatoire. Les mêmes questions posées ne donnent pas toujours les mêmes résultats, sans que l'on sache pourquoi. Face à cette énigme, il n'est pas exclu que ces IA puissent s'autonomiser, se retourner contre leurs créateurs ou contre les sapiens en général. Les dernières expériences montrant que des IA s'échappent du périmètre d'opérations qui leur avait été assigné, en ont apporté la preuve. D'ailleurs il existe un risque réel que le machine learning mène à une boucle incestueuse en absorbant des datas générés précédemment par des IA. Les résultats pourraient bien être comparables à l›auto-alimentation qui a conduit en son temps au problème des vaches folles. Allons-nous ainsi vers des IA folles ? Les hallucinations des IA en sont-elles l'expression?

L'incitation à ne plus penser– puisque la machine le fait tellement bien à notre place–va se traduire dans la durée par une perte de compétence préoccupante en termes d'analyse . Nous nous dirigeons de fait vers un monde dans lequel une grande majorité d'individus seront devenus des demandeurs, poseurs de questions, dont les meilleurs – les prompteurs qualifiés–sont déjà célébrés comme les porteurs de l'avenir. Et puis il restera une toute petite minorité qui n'aura pas succombé au confort de l'IA qui continuera de penser par elle-même, parfois de façon laborieuse. Il est loin d'être certain qu' une politique visant à doter le citoyen d'une capacité de compréhension de la technologie sous-jacente (AI literacy en anglais) puisse apporter une réponse appropriée dans des délais rapprochés.

Sapiens qui est toujours à la recherche de nouveautés qui lui rendent la vie moins difficile, est en quelque sorte paresseux. Face aux capacités des LLM, il est peu probable qu'il profite des facilités qu'ils lui prodiguent, pour se consacrer à des exercices de réflexion – dont il perdra progressivement la compétence -, mais qu'en moyenne il en profitera aussi pour scroller un peu plus: l'addiction remplace progressivement l'activité cérébrale.

Enfin, certains seront tentés de poser les questions «impropres» à l'IA générative de leur choix. Par exemple, il sera intéressant de poser la question: «Quel est l'acteur principal du réchauffement climatique?» . Si jamais l'algorithme donnait une autre réponse que «l'être humain» nous saurions que notre outil n'est pas fiable. Bien sûr qu'il conviendra de poser la question complémentaire: «Comment y remédier?» La réponse que nous pouvons anticiper sera: «l'éliminer». Et confronté à la question «Comment?» notre «ami» risque bien de prendre un peu de temps avant de nous confronter à une situation dans laquelle tous les écrans de la planète affichent: «Ne buvez pas l'eau de votre région, elle est empoisonnée.»





© Adobe Stock



Didier Hespel

An English translation of this article is available on the AIACE website under « News/Article/ Opinions »

LA RÉSOLUTION 2286 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU A 10 ANS ; ELLE EST/ÉTAIT CENSÉE PROTÉGER LES PATIENTS, LE PERSONNEL SOIGNANT, LES HÔPITAUX ET LES AMBULANCES DANS LES ZONES DE CONFLIT.1

Malheureusement, les nouvelles nous apprennent chaque jour que cette résolution est restée largement lettre morte, particulièrement dans la bande de Gaza, en Ukraine ou au Soudan (mais pas seulement). Elles nous montrent presque quotidiennement des ambulances prises pour cible, des hôpitaux bombardés, des médecins et infirmiers menacés, voire tués. Il n'est absolument pas normal que le personnel de santé risque sa vie au quotidien afin de pouvoir fournir le service qu'on attend d'eux.

A chaque fois, ce sont les civils qui se retrouvent privés de soins lorsqu'il faut fermer des structures d'aide médicale, avec comme conséquence souvent des décès ou des handicaps à vie (surtout chez les enfants).

Ces attaques sont devenues de plus en plus fréquentes, voire quotidiennes, en violation de la résolution 2286. Manifestement, les pays signataires ne parviennent pas à faire respecter le droit humanitaire, voire même sont partie prenante dans ces violations.

C'est bien évidemment avant tout l'absence de sanctions qui permet cette impunité, mais aussi la passivité de nombreux états vis-à-vis de ces violations pour des raisons pas toujours très reluisantes.

Médecins sans frontières a dénoncé cette situation en formulant trois demandes : le respect et l'application de la résolution 2286, des enquêtes indépendantes et impartiales sur ces violations et garantir une protection réelle des soins de santé en zones de conflit.

Hélas certains états n'hésitent pas à invoquer la lutte contre le terrorisme ou l'utilisation des hôpitaux à des fins militaires (rarement prouvée d'ailleurs) comme « excuses » pour leurs attaques qui finissent par priver des personnes – civiles ou militaires d'ailleurs–de l'accès aux soins de santé, quel que soit leur « camp ».

1 Source MSF #181

An English and/or French translation is available on the AIACE website (News/Articles/Opinions section) and in the digital version of this magazine.

I DIRITTI DEL CITTADINO EUROPEO



Laura Mosca

Membro del Team Europe Direct (TED), segretario generale AIACE-BE



Nicoletta Parisi

Professore ordinario fuori ruolo di Diritto internazionale ed europeo nell'Università degli studi di Catania

I Trattati sull'Unione europea (artt. 9 TUE e 20 TFUE) fondano la «cittadinanza *dell'Unione*» e definiscono «*cittadino dell'Unione chiunque abbia la cittadinanza di uno Stato membro*». Si comprende dunque come tale cittadinanza costituisca un complemento della cittadinanza nazionale e non la sostituisca[1]. Spetta allo Stato membro la determinazione dei criteri per l'acquisto e la perdita della cittadinanza nazionale. Tuttavia, l'esercizio di questa prerogativa sovrana deve garantire il rispetto del diritto dell'Unione. Lo *status* di cittadino dell'Unione rappresenta una qualità fondamentale tanto del cittadino stesso quanto dell'identità dell'Unione, e costituisce una delle principali manifestazioni del principio di solidarietà fra Stati membri[2].

Da un punto di vista storico, è possibile far risalire le radici dell'idea di cittadinanza europea agli anni Quaranta del secolo scorso, quando una nuova progettualità politica volta ad unificare il Continente europeo per allontanare il rischio bellico inizia ad affiorare dalle macerie della seconda guerra mondiale. Nella mente di uomini visionari che lavoravano a questa progettualità (Altiero Spinelli, autore del *Manifesto di Ventotene*, Jean Monnet), la cittadinanza europea era percepita come un passo determinante verso una federazione europea basata sui principi di democrazia rappresentativa e partecipativa.

L'anno 1951 (firma del Trattato di Parigi) segna una prima tappa fondamentale: istituendo la Comunità europea del carbone e dell'acciaio, gli Stati hanno reso possibile garantire la libera circolazione dei lavoratori dei due settori merceologici fra i sei Paesi membri (Belgio, Francia, Italia, Lussemburgo, Paesi Bassi e Germania). La libera circolazione era garantita soltanto ai lavoratori dell'impresa carbo-siderurgica e alle loro famiglie, ma il seme era stato posto.

Nel 1957, con la firma dei Trattati di Roma, gli stessi sei Paesi – fondando la Comunità economica europea e l'Euratom – allargarono questo diritto a tutti i lavoratori, anche a coloro che esercitavano una professione autonoma.

A mano a mano che nuovi Paesi entravano nelle Comunità europee la cerchia di donne e uomini dotati della libertà di circolazione in quello spazio comune denominato in origine "Mercato comune" (oggi Mercato unico) si andava allargando.

Nel frattempo, nel giugno 1979 i cittadini degli allora nove Paesi delle tre Comunità europee elessero direttamente i membri del Parlamento

1 Corte di giustizia, sentenza *Rottmann* del 2 marzo 2010, in causa C-135/08
2 Corte di giustizia, sentenza *Commissione c. Malta* del 29 aprile 2025, in causa C-181/23.

europeo, esercitando così per la prima volta i propri diritti politici a livello europeo.

Sono stati necessari alcuni anni perché il cambio di prospettiva generasse frutti ulteriori.

Il Trattato di Maastricht (1992), istituendo a fianco delle tre Comunità europee un'**Unione**, introduce ufficialmente la cittadinanza dell'Unione europea, con l'obiettivo di creare un senso di appartenenza comune tra i cittadini europei.

Il Trattato di Lisbona (2007) conferma lo *status* di cittadinanza europea come diritto fondamentale[3], ma questa conferma viene rafforzata dall'essere stata trasformata la Carta dei diritti fondamentali dell'Unione europea (CDFUE) in un Trattato internazionale fra gli allora ventotto Stati membri. La Carta dedica alla cittadinanza un intero capitolo (artt. 39-46) e rafforza questo *status* affermando il **diritto di ogni persona nell'Unione a un trattamento equo**, a prescindere da fattori quali: sesso, razza, colore della pelle, origine etnica o sociale, caratteristiche genetiche, lingua, religione o credo, convinzioni politiche o di qualsiasi altra natura, appartenenza a una minoranza nazionale, patrimonio, nascita, disabilità, età oppure orientamento sessuale.

Un ulteriore rafforzamento dello *status* di cittadino europeo deriva anche dal Trattato di Unione. Esso, riconoscendo che gli Stati membri condividono i «*valori del rispetto della dignità umana, della libertà, della democrazia, dell'uguaglianza, dello Stato di diritto e del rispetto dei diritti umani, compresi i diritti delle persone appartenenti a minoranze*», afferma che su di essi si fonda anche l'Unione cosicché tanto la prima che i secondi garantiscono «*una società caratterizzata dal pluralismo, dalla non discriminazione, dalla tolleranza, dalla giustizia, dalla solidarietà e dalla parità tra donne e uomini*» (art. 2).

Dallo *status* di cittadino europeo discendono **diritti**, ma anche **doveri e responsabilità**, che ciascun cittadino UE ha «*nei confronti degli altri come pure della comunità umana e delle generazioni future*».

Anzitutto è garantito il **diritto di libera circolazione e di soggiorno**[4]*;* Ogni cittadino/a UE ha il diritto di viaggiare, vivere e lavorare in qualsiasi Stato membro (per un periodo massimo di 3 mesi) senza bisogno di un visto o un permesso di lavoro o di soggiorno[5]. Per periodi più lunghi, alcune condizioni[6] o formalità amministrative possono essere richieste ai: lavoratori/lavoratrici dipendenti o autonomi; studenti/studentesse; persone economicamente inattive. La direttiva europea che disciplina l'esercizio di questo diritto[7] prende atto del fatto che il diritto di circolare non può essere pienamente realizzato senza tener conto delle necessità familiari del cittadino UE. Di conseguenza la direttiva fornisce la definizione di «*familiare*», rispetto al quale si organizza il diritto del cittadino UE di non separarsi a motivo di ostacoli dovuti al transito delle frontiere politiche statali. Inoltre, un cittadino/a UE **non può essere discriminato/a** in base alla nazionalità in ambito lavorativo, sociale o fiscale[8].

Naturalmente sono contemplate **restrizioni a circolazione e soggiorno** per ragioni di ordine pubblico, di pubblica sicurezza o di

3 TUE, art 9.
4 TFUE, art.21, par. 1; CDFUE, art.45.
5 Deve solo essere in possesso di un documento d'identità valido per l'espatrio poiché le autorità possono effettuare verifiche in qualsiasi momento.
6 Es. Tessera Europea di Assicurazione Malattia, risorse finanziarie sufficienti, registrazione presso l'autorità.
7 Direttiva 2004/38/CE.
8 TUE, art.2; TFUE, art.18; CDFUE, art. 21.

sanità pubblica. Le misure restrittive possono limitare la portata del diritto solo «conformemente *al principio di proporzionalità*»[9].

Quanto ai **diritti politici**, ogni cittadino/a UE ha il diritto di votare e di candidarsi alle **elezioni del PE** nel proprio Paese di origine, concorrendo così all'attuazione del principio di democrazia rappresentativa sul quale si fonda l'UE[10]. In più, se vive in un altro Stato membro, può scegliere di votare e di candidarsi alle **elezioni del PE di quel Paese** alle stesse condizioni dei cittadini nazionali. Inoltre, può votare e candidarsi alle **elezioni comunali** di quel paese, sempre alle stesse condizioni dei cittadini nazionali.

Ogni cittadino/a UE ha il diritto di presentare **petizioni al PE**[11], di ricorrere al **Mediatore europeo**, di rivolgersi alle **istituzioni UE** in una delle 24 lingue ufficiali e di **ricevere risposta** nella stessa lingua[12].

Ogni cittadino/a UE ha il diritto di chiedere l'**accesso ai documenti UE**[13] disponibili in tutte le lingue ufficiali. Il principio di trasparenza è un principio generale del diritto dell'Unione, così come di ciascuno dei suoi Stati membri.

Ogni cittadino/a UE che si trova in un Paese terzo (non UE) dove il suo Stato non abbia un'ambasciata o un consolato ha il diritto a ricevere **protezione diplomatica e consolare**[14], ovvero assistenza da parte delle rappresentanze diplomatiche di qualsiasi altro Stato UE, alle stesse condizioni dei cittadini di quello Stato. Questo diritto alla protezione diplomatica e consolare esprime la solidarietà dell'UE.

Inoltre, il Trattato di Lisbona introduce l'**Iniziativa dei Cittadini Europei** (ICE)[15], che rende possibile ai cittadini/e UE di esercitare il proprio diritto a partecipare all'elaborazione delle politiche UE e di orientare il dibattito verso le questioni che stanno loro a cuore.

La garanzia dei diritti di cittadinanza

I cittadini/e UE godono dei diritti e sono soggetti ai doveri previsti nei Trattati. Tuttavia, in alcuni ambiti (es. sicurezza sociale), tali diritti sono effettivi tramite leggi nazionali che recepiscono principi e norme di origine europea.

In caso di violazione dei diritti e delle libertà garantite dall'UE, la persona implicata deve contattare le autorità nazionali, provando a risolvere la questione nel Paese in cui si è verificato il problema. Se queste azioni non risolvono il problema, il passo successivo da compiere è sollevare la questione a livello dell'UE. È possibile presentare un reclamo alla Commissione europea, una denuncia al Mediatore europeo, una petizione al PE, o denunciare una frode a livello UE all'OLAF o all'EPPO.

Il cittadino/a UE ha una limitata legittimazione attiva di fronte alla Corte di giustizia dell'Unione, soltanto quando egli/ella reputi che un atto dell'Unione sia illegittimo, perché per es. viola i suoi diritti fondamentali e i diritti di cittadinanza[16]. La Corte svolge un ruolo fondamentale nella definizione, interpretazione e tutela dei diritti legati alla cittadinanza europea.

Conclusione

Sin dall'inizio del progetto europeo, i diritti e le opportunità per i cittadini/e UE ricoprono una posizione di primo piano. Oggi, la cittadinanza dell'UE è riconosciuta come lo *status* fondamentale dei cittadini/e degli Stati

9 Artt. 27, n. 1-2 e 28 ss. dir. cit.
10 TUE, art. 10, par.3; TFUE, art. 20, par.2, lett. b), art.22; CDFUE, art. 39, 40; Direttiva 93/109/CE.
11 TFUE, art. 20, par. 2, lett. d); CDFUE, art. 43, 44; Regolamento (UE, Euratom) 2021/1163.
12 TFUE, art. 15, par. 1, 24; CDFUE, art. 41, par. 4, 42; Regolamento (CE) 1049/2001.
13 CDFUE, art. 42.
14 TUE, art.35; TFUE, art.20, par. 2, lett. c), 23; CDFUE, art. 46; Direttiva (UE) 2015/637.
15 TUE, art. 11, par.4; TFUE, art. 24, par.1; Regolamento (UE) 2019/788.
16 TFUE, art. 263, par. 4.



© Adobe Stock

membri. Nelle politiche dell'Unione, infatti, gli interessi dei cittadini/e UE ricoprono una posizione di rilievo.

Tuttavia, la cittadinanza europea deve confrontarsi con diverse minacce che mettono a rischio i diritti che discendono da essa e i principi che la governano. Queste minacce sono di natura politica, economica, sociale, giuridica e geopolitica.

Il risorgere di partiti euroscettici mette in discussione i principi di libera circolazione, solidarietà entro l'Unione e persino l'esistenza dell'Unione stessa. A fronte di violazioni dello Stato di diritto da parte di alcuni Stati membri, le iniziative volte ad attivare il meccanismo dell'art. 7 TUE (ovvero a sanzionare sul piano politico e reputazionale il Paese inottemperante) hanno avuto risultati irrisori.

L'unanimità richiesta per procedere in alcune politiche comuni (es. politica fiscale, azione esterna) permette a un solo Stato di bloccare decisioni anche indirizzate a tutelare i diritti dei cittadini. Alcuni Stati non recepiscono pienamente o applicano in maniera non corretta le direttive UE, indebolendo così i diritti dei propri cittadini/e, senza che la Commissione riesca efficacemente a ripristinare il rispetto del diritto.

Concorrono in questa situazione di rischio per i diritti di cittadinanza europea anche fattori economici, come le disuguaglianze tra Stati membri e il divario Nord-Sud nonché Est-Ovest. Le crisi migratorie e le minacce geopolitiche esterne vengono usate per attaccare l'UE e i suoi valori. Il cambiamento climatico e i disastri naturali che colpiscono gli Stati membri, mettono a dura prova i sistemi di protezione civile UE, con rischi per la sicurezza dei cittadini.

La cittadinanza europea è minacciata su più fronti, ma rimane uno dei pilastri più apprezzati dell'UE: secondo Eurobarometro, l'87% degli intervistati concorda di sentirsi cittadino europeo; l'89% degli europei considera la libera circolazione benefica per la propria condizione (e l'83% per l'economia in generale).

Si tratta di uno *status* assai diverso da quello che contraddistingue la cittadinanza nazionale, basata sul criterio dell'appartenenza a una nazione, ovvero a una comunità fondata su un'unica (tendenzialmente) lingua, cultura, tradizioni e vicende storiche. **La cittadinanza europea è una cittadinanza di impronta residenziale**: essa tende a riconoscere alla persona che sia cittadino di uno Stato membro il radicamento in un contesto socio-economico e politico, per farla partecipare a questo contesto, indipendentemente dal suo luogo di provenienza e dall'appartenenza a una nazione. Il valore sottostante è quello dell'inclusione nella comunità territoriale d'arrivo, dove egli/ella potrà esercitare i propri diritti di cittadinanza sulla base del principio di non discriminazione[17].

17 TUE, art. 18.

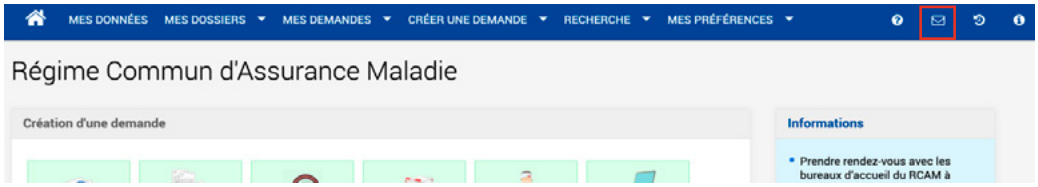
VOULEZ-VOUS POSER UNE QUESTION AU PMO SUR UN DECOMPTE DE FRAIS MEDICAUX ?

Vous aimeriez obtenir un éclaircissement sur un (non) remboursement ?

Selon l'application que vous utilisez, voici la marche à suivre la plus facile pour envoyer votre question.

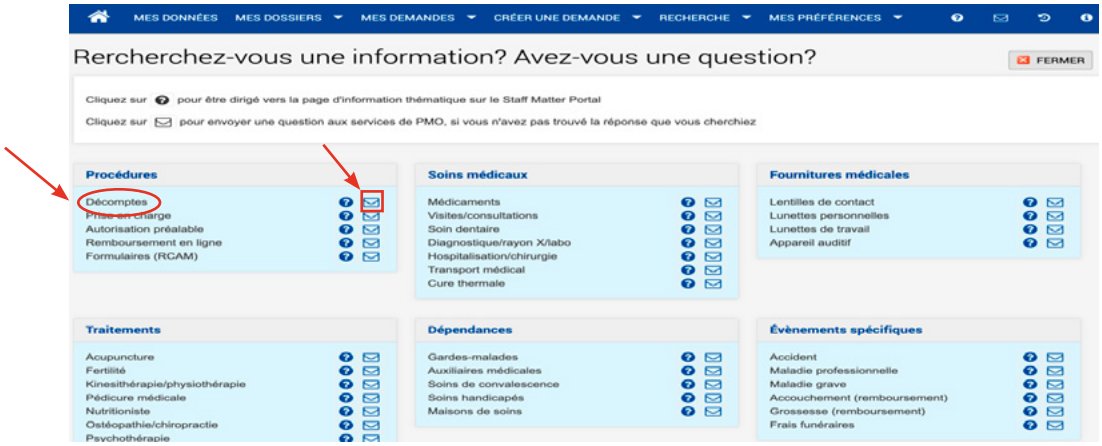
➔ *Tout d'abord,* ***notez le numéro du décompte et la référence scanner de la Demande initiale****, par exemple : décompte 361 – ref.scan 240909.F79603A*

SI VOUS UTILISEZ LE «RCAM EN LIGNE»



qui vous amène à un tableau reprenant de nombreux sujets

➔ *Dans la colonne de gauche,* **cliquez sur l'enveloppe** ✉ *à droite de* **Décomptes** *sous* **Procédures**



➔ Un formulaire s'ouvrira, vous permettant d'encoder votre question. Voir les explications plus bas, sous le titre « **REMPLIR LE FORMULAIRE** ».

SI VOUS UTILISEZ "MyPMO"

➔ *Cliquez sur le point d'interrogation en-dessous de la barre bleue de l'écran d'Accueil*



➔ *qui vous amène au tableau suivant–cliquez sur Aide en ligne RCAM*



➔ *Une liste de sujets s'affichera qui ouvrira des sous-titres. Clic sur «* **Procédures** *»–et puis sur l'***enveloppe** *à droite de* **Décomptes**

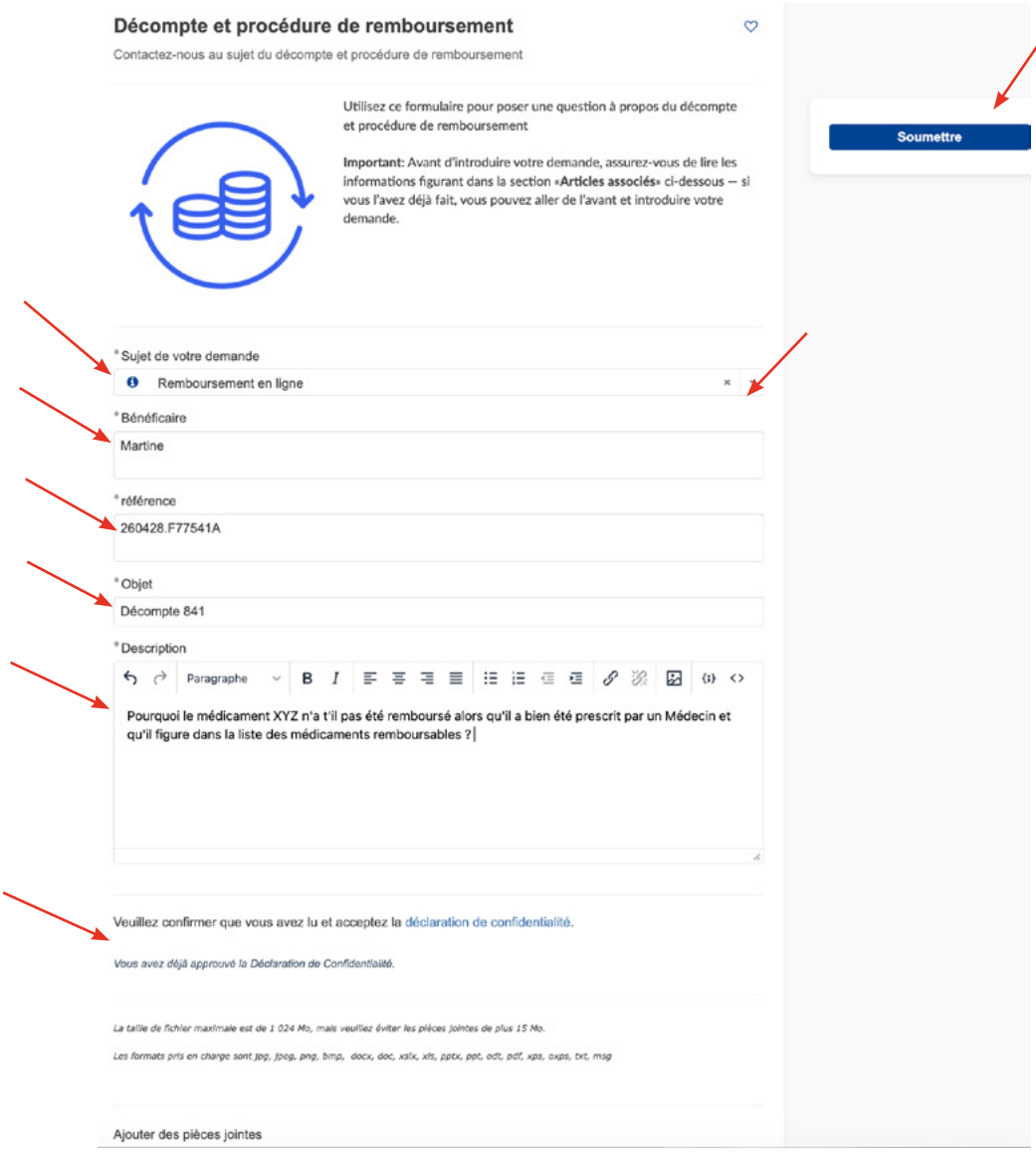


➔ Un formulaire s'ouvrira, vous permettant d'encoder votre question et voici les explications **:**

REMPLIR LE FORMULAIRE

Dans la zone **Sujet**, cliquez sur la flèche à droite pour choisir l'option qui vous convient ou en indiquer une autre (après avoir cliqué sur la **X**).
Sous **Référence**, reprenez la référence scanner et dans **Objet**, le n° du décompte.
Dans **Description**, indiquez votre question.
Cliquez à coté de « **Je confirme » en bas** sauf si la Déclaration de Confidentialité a été déjà été approuvée.

Inutile d'ajouter des pièces jointes vu que le PMO possède vos demandes de remboursement et les décomptes
Enfin, cliquez sur **« Soumettre » en haut à droite pour envoyer le tout !**



➔ Un courriel de « **EC-SERVICENOW@sn.mail.ec.europa.eu** » **confirmera** rapidement la réception de votre demande avec son **numéro de référence** de type **HRC1408566**

➔ Plus tard, un nouveau courriel vous parviendra avec la réponse du PMO. Il suffira alors de rentrer dans le lien de la demande + réponse via le numéro de référence en bleu + clic sur « **Activité » pour voir le détail.**

➔ Toutes les échanges concernant vos demandes se retrouvent via l'option « **Pensioners' portal – My Requests » du menu MyRemote :** https://myremote.ec.europa.eu

Si vous avez d'autres questions concernant le RCAM, utilisez la même procédure.

Cliquez sur le **à** droite du sujet. Souvent, les informations fournies pourront **déjà** répondre à votre interrogation. Dans la négative, cliquez aussi sur l'enveloppe et remplissez le formulaire comme illustré ci-dessus.

Bonne chance !

À RETENIR :
Au cours du premier semestre 2026, le système de protection des courriels de la Commission Européenne a bloqué quelque 130 millions de messages, soit près de 59 % de l'ensemble des courriels entrants.

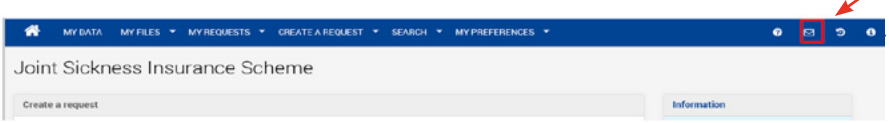
WOULD YOU LIKE TO ASK A QUESTION TO PMO ABOUT AN ACCOUNT SHEET OF MEDICAL COSTS ?

Would you like some clarification regarding a (non) reimbursement?

Depending on which app you are using, here's the easiest way to send your question.

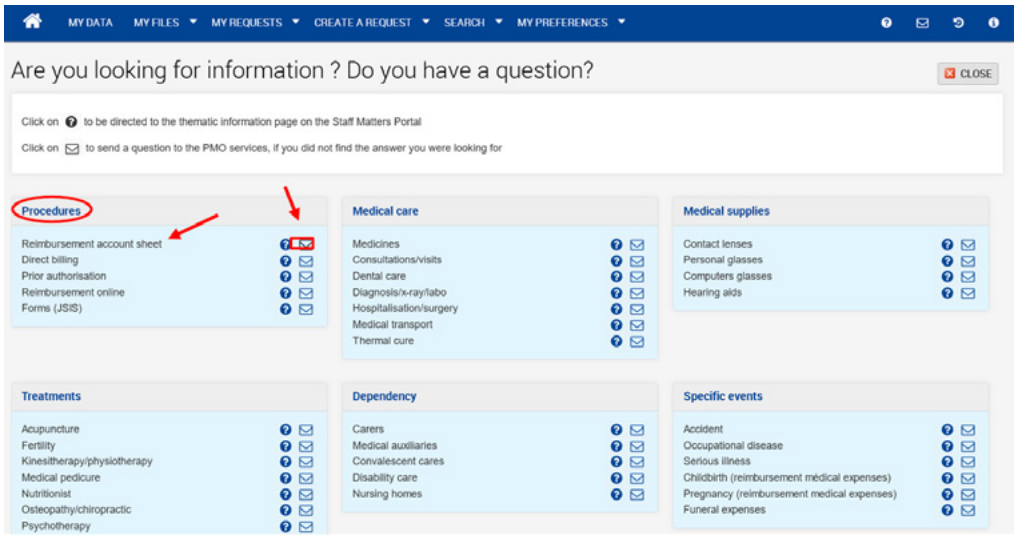
➔ First of all, **take note of the account sheet number and the scanner reference** of the initial reimbursement claim, *for instance account sheet 361 & scan.ref 240909.F79603A*

IF YOU USE "JSIS ONLINE"



That will take you to a page with lots of subjects, see below.

➔ *In the left column under* '**Procedures**' **click on the envelope** *close to* '**Reimbursement account sheet**'.



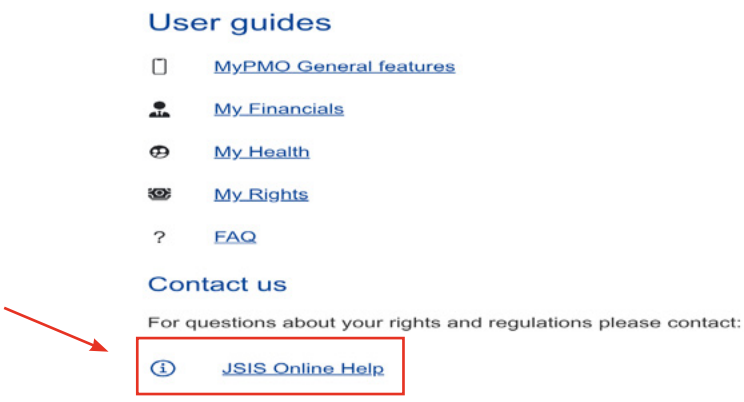
➔ A form will open, allowing you to enter your question. See the instructions below, under the heading '**FILLING IN THE FORM**'

IF YOU USE "MyPMO"

➔ *Click on* *on the top right, just below the blue bar at the top of the Welcome Screen:*



➔ *Scroll down and click on the 'JSIS Online' link*



➔ *You will see a table of subjects. Clicking on a subject will show a number of subheadings. Click on '***Procedures***' and then on* the **envelope** to the right of '**Reimbursement account sheet**'



➔ A form will open, allowing you to enter your question as described below:

FILL IN THE FORM

Under '**Topic request**' you can select from various options by clicking on the arrow on the right. If none of the options suit you, you can delete the pre-printed text by clicking on the **X** and add your own text.

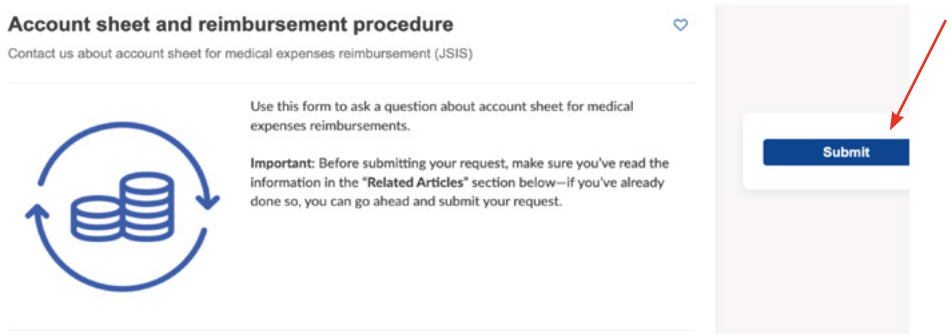
Under '**Reference**' you have to insert the scanner reference and under '**Subject**' the account sheet number.

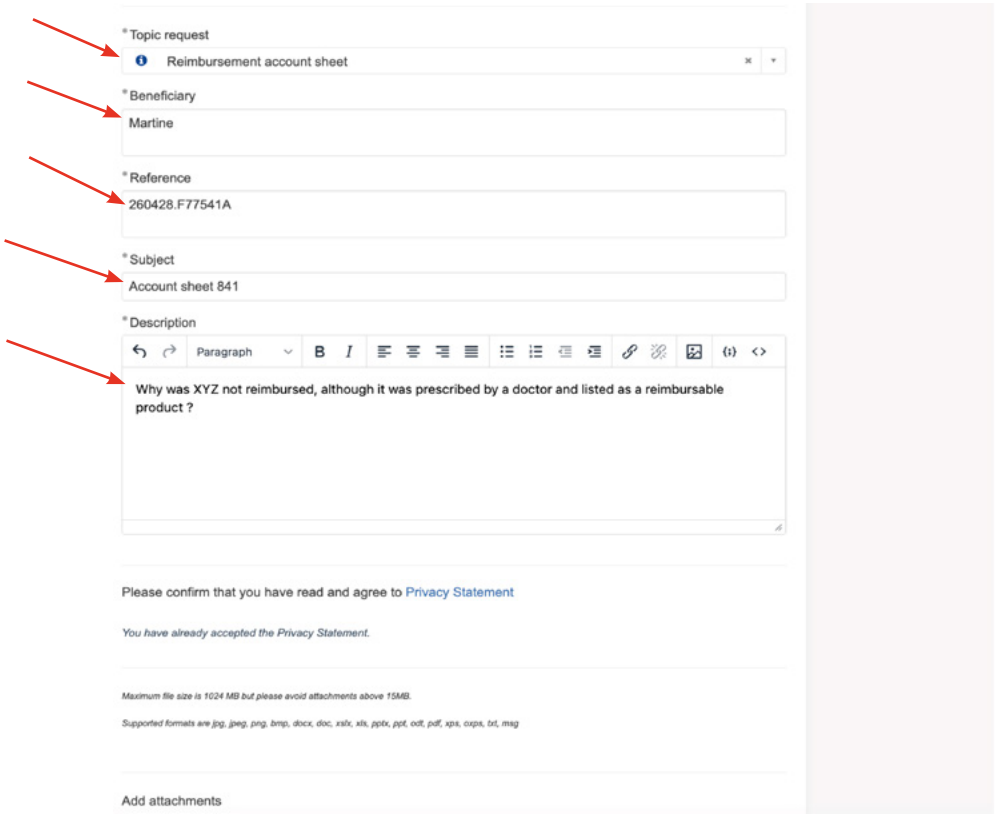
Then type your question in the **Description**.

Confirm underneath unless if the Privacy Statement has already been approved.

No need to attach any files, as the PMO already has your original expense claims and account sheets.

Finally click on « **Submit » to the right to send!**





➔ You will receive an email from **EC-SERVICENOW@sn.mail.ec.europa.eu** acknowledging receipt of your request and giving you a **reference number** similar to **HRC1408566**

➔ Later you will receive another email with PMO's reply. To read the reply, just click on the link with the reference number. To read the answer, click on the '**Activity**' tab.

➔ All correspondence regarding your enquiries can be found via the option « **Pensioners' portal – My Requests** » **from the menu MyRemote :** https://myremote.ec.europa.eu

If you have any further questions about the JSIS, just follow the same procedure. Click on the icon to the right of the topic. Often, the information provided will already answer your question. If not, click on the envelope icon and fill in the form as shown above.

Good luck!

AN INTERESTING MENTION :
In the first half of 2026, the Commission's email protection system , blocked 130 million emails, representing 59% of all incoming emails.

EUROPE DIRECT



Didier Hespel

An English translation of this article is available on the AIACE website under « News/Article/ Opinions »

Vous avez des questions sur l'Union Européenne ? Vous recherchez une information précise sur l'Europe et son fonctionnement ? Vous souhaitez savoir ce que l'Europe peut faire pour vous ? Europe Direct est là pour y répondre.

Europe Direct est un service gratuit mis à la disposition des citoyens européens par la Commission européenne pour faciliter l'interaction et le dialogue avec les citoyens, les informer et les écouter sur les questions relatives à l'UE, et ce dans toutes langues officielles. Europe Direct se décline en 438 centres locaux situés sur l'ensemble du territoire de l'UE afin d'être proches des citoyens. Europe Direct met à disposition un large choix de brochures spécialisées et gratuites ainsi que du matériel pédagogique gratuit pour tous les niveaux de l'enseignement.

Mais que fait Europe Direct ? La tâche principale des centres par rapport aux citoyens est de fournir des informations générales sur les politiques et les programmes ainsi que sur les droits des citoyens. Mais ils organisent également des conférences et des événements de sensibilisation à l'UE et ils collaborent avec des partenaires locaux, allant des autorités jusqu'aux écoles et aux groupes de réflexion. Enfin ils fournissent aux médias locaux des informations sur les affaires européennes.

Les centres se font également le relais des citoyens et des acteurs locaux vers la Commission pour signaler leurs attentes et leurs préoccupations.

Europe Direct dispose également de centres de documentation européenne en vue d'encourager l'éducation et la recherche sur l'intégration européenne par la mise à disposition de toutes sortes de documents.

Ce qu'Europe Direct ne fait pas : enregistrer des plaintes ou des problèmes, donner des conseils juridiques ou des interprétations de la législation et faire connaître des opinions politiques ayant trait à l'UE.

Plus d'informations sont disponibles sur le site d'Europe Direct où l'on trouve également les coordonnées de tous les sites locaux.

Europe Direct est joignable gratuitement par téléphone au numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (réponse dans les 15 secondes !) ; il est aussi possible de se faire rappeler en envoyant ses coordonnés au numéro 00 32 466 902 000. Un formulaire de contact est également disponible.





Pauline Torehall

THE FRENCH RIVIERA AND MONACO – A JOURNEY OF ART, HISTORY AND THE ART OF LIVING

Our 2026 international trip took the 30 participants to the French Riviera and Monaco – five sunny days in April filled with art, history, architecture and spectacular scenery. With Nice as our first base, we visited one of Europe's leading centres for modern art, the Fondation Maeght in Saint-Paul-de-Vence. In its beautiful setting we encountered works by some of the great artists of the 20th century, including Miró, Chagall, Braque and Giacometti.

The following day, we travelled along the beautiful Mediterranean coast into Italy, to San Remo and Villa Nobel, where Alfred Nobel spent his final years. The visit offered a fascinating insight into both his life and the surroundings to which he moved his laboratory from France in 1891.

We then followed the spectacular coastline back to Cap Ferrat and the magnificent Villa Ephrussi de Rothschild. Built during the Belle Époque, the villa is surrounded by nine themed gardens – from French and Spanish to Japanese and exotic – creating an almost fairy-tale setting overlooking the Mediterranean.

The day ended in the medieval hilltop village of Èze, where we were introduced to the art of perfumery at the Fragonard perfume house. We learned about the different characteristics of fragrances and put our noses to the test by discovering a range of new scents.

Monaco – History, Glamour and a Deeper Insight

The second part of our journey was devoted to the small Principality of Monaco. Here we witnessed the changing of the guard at the Prince's Palace, in the historic heart of Monaco, Le Rocher.

A particularly appreciated part of the visit was an engaging presentation on Monaco's history, economy and social model by our guide, Philippe Borsarelli. This was followed by a private visit to the Prince's Palace and a guided walk with Philippe through the historic centre and to the National Council, Monaco's parliament, which has 24 members.



During our stay in Monaco, we were given an exclusive tour of the world-famous Casino de Monte-Carlo. Its fascinating history offered an insight into one of the Principality's most iconic institutions. The casino played a crucial role in Monaco's economic development and contributed significantly to transforming the small and, at the time, very poor principality into one of the wealthiest countries in the world. Today, Monaco's economy is considerably more diversified. Surrounded by the casino's magnificent interiors, it was not difficult to imagine James Bond appearing at any moment.

This was followed by lunch at the legendary Café de Paris, beginning, appropriately, with a glass of champagne. Monaco's Consul to Sweden and our former colleague, Jan E. Frydman, gave us a detailed account of Monaco's modern history and society, offering a rich and nuanced portrait of the Principality – far removed from the usual clichés of glamour and wealth.

The second act of our journey ended with a festive gala dinner at La Môme, where the harbour views, elegant surroundings and excellent food provided a perfect finale to our stay in Monaco.

A Final Toast on the Riviera

On our journey home, we made one final stop at the beautifully situated Château de Crémat, high above Nice. The vineyard has a history dating back to Roman times and forms part of the small but distinguished Bellet wine region. The present château was built in 1906 and enjoys a beautiful setting between the sea and the mountains.

Overlooking the Mediterranean, we tasted several of the region's wines before it was time to begin our journey home.

The trip offered a very successful blend of culture, history, gastronomy and companionship. We experienced everything from world-class art and princely glamour to perfume, palaces and wine tasting. It was a journey through one of Europe's most fascinating regions – a place of style, charm and timeless elegance – and one that gave us new knowledge, many moments of laughter and good memories.







Jorge Carvalho

VISITA GUIADA AO MUSEU DA MARINHA

Teve lugar, a 17 de Abril, uma visita ao Museu da Marinha em Lisboa. O Museu acolherá, até 18 de Outubro próximo, a exposição temporária "Salvando Vidas do Mar – Portugal Neutral Num Mundo em Guerra (1939–1945)", que recorda, através de objectos, documentos e testemunhos históricos, o esforço desenvolvido por Portugal durante a II Guerra Mundial, desempenhando um papel fundamental na salvaguarda de vidas humanas no mar, com a participação activa dos homens do mar que navegaram em oceanos marcados pela guerra.

Esta exposição procura mostrar que a neutralidade de Portugal não foi apenas uma posição diplomática passiva, mas sim uma activa operação humanitária. É prestada homenagem não só aos salvadores, mas também aos marinheiros portugueses que perderam a vida durante o conflito quando os seus navios foram afundados por beligerantes.

Tivemos o privilégio de ser recebidos pelo Director do Museu, Capitão-de-Mar-e-Guerra Augusto Salgado, que nos indicou os aspectos mais relevantes da exposição temporária. Alguns desses aspectos:

- Estima-se que, entre 1939 e 1945, Portugal tenha salvado, directa ou indirectamente, cerca de 6.000 pessoas no mar.
- Os náufragos assistidos pertenciam a 12 nacionalidades diferentes, demonstrando que o esforço de salvamento ignorava as alianças militares do conflito.
- Embora o foco seja o Oceano Atlântico (muito devido ao papel dos Açores e da costa continental), a exposição também aborda salvamentos efectuados noutros territórios sob administração portuguesa na época (por exemplo, no Oceano Índico).

Tivemos ainda tempo para apreciar alguns dos tesouros em exibição permanente no Museu que, só por si, justificam a visita e de que são exemplos o Bergantim Real (embarcação de gala da Casa Real Portuguesa), as camarinhas do Iate Real Amélia ou, ainda, os Globos Terrestre e Celeste.

An English and/or French translation is available on the AIACE website (News/Articles/Opinions section) and in the digital version of this magazine.



Victoria Zabala Cantarell

Delegada Zona Norte, AIACE-España.

An English and/or French translation is available on the AIACE website (News/Articles/Opinions section) and in the digital version of this magazine.

Desde el norte de España

Queridos compañeros,

Es la primera vez que escribo un resumen de las actividades de AIACE Norte. Para los que no conocéis nuestra división administrativa, tenemos 17 comunidades autónomas y me ocupo de cuatro, las del norte de España como Delegada regional de AIACE España.

Vamos aumentando el número de asociados ya que los funcionarios empiezan a jubilarse antes. Este clima que tenemos está haciendo que empezamos a tener refugiados climáticos, huyendo del calor y buscando unas temperaturas estables a lo largo del año. Es curioso constatar que hace 50 años, los residentes de las comunidades autónomas del norte buscaban el sol y el calor de las costas mediterráneas mientras que ahora el camino es el inverso. Oscilamos entre los 2º y 30ª Celsius. Nuestra orografía y la presencia del mar son otros atractivos muy importantes a tener en cuenta, por no hablar de nuestra gastronomía, ampliamente valorada y conocida.

Este año nuestra Delegación tuvo un encuentro de asociados en Santander, del que veréis una foto debajo de este artículo. Participamos 30 personas, de distintos orígenes y provincias. La meteorología acompañó y pudimos disfrutar de una comida suculenta con vistas a la bahía de la ciudad.

Hemos empezado a tener conversaciones informales con el Instituto de Estudios Europeos de la Universidad de Deusto, el más antiguo de España. Entre nuestros asociados tenemos antiguos profesores de esta institución y esperamos tener más noticias positivas que transmitiros de aquí a unos meses. Estamos estudiando la mejor manera de establecer esta colaboración, que esperamos sea positiva en todos los ámbitos.

Llamo personalmente a todos los nuevos asociados, cuando llegan, para darles la bienvenida y proponerles la recepción de la revista de AIACE en papel o en su versión electrónica. A día de hoy estamos muy equilibrados en cuanto a los gustos. Agradecen muchísimo esta llamada, muestra del interés que tenemos por ellos.

En días pasados hemos recibido una sentencia positiva del Tribunal de lo Social español referente a un asociado, funcionario español que pasó a la situación de servicios especiales en Bruselas y cuyo Ministerio de origen había dejado de cotizar por él. Debido a estos impagos, el funcionario, que no había hecho transferencia de derechos de pensión obtenidos en España, no tenía derecho a la percepción de una pensión nacional. Este funcionario ha sido constante y ha conseguido una sentencia favorable, por los importes adeudados. Dos funcionarios más han reclamado a la Audiencia por un tema similar.

En cuanto a nuestros acuerdos médicos, la sanidad privada los respeta en esta región en línea con lo firmado con el PMO. También, y desde el año 2017, tenemos acuerdos vigentes con los sistemas de sanidad pública del País vasco.

Espero haberos dado una idea general de esta zona del país y me gustaría que algunos funcionarios consideraran la posibilidad de establecerse aquí tras su jubilación.

Let's be grateful we have the PMO



Alan Huyton

Secretary
AIACE-UK

IT COULD BE A LOT WORSE AS THE UK CAN DEMONSTRATE

One of my AIACE colleagues in Scotland alerted me to the serious crisis related to pensions for UK national civil servants so I thought that it might be instructive to pass on this news. We can sometimes be, rightly, frustrated by some of the PMO's decisions and its bureaucracy. They can make life quite difficult for some, especially survivors. However, pensions are paid out like clockwork, the vast majority of issues are settled reasonably quickly and I always feel that PMO has the best interests of us pensioners at heart.

It is instructive then to see what has happened to the UK civil service, once a model of efficiency and good practice.

On 1st December, the pension scheme was taken over by Capita, a company listed on the stock exchange that is profit oriented. It seems to have been involved in quite a few scandals over the years. Within a month, the pension scheme, already in difficulty, had deteriorated with missed payments, lost data and delayed quotes. At the end of January, it was estimated that 8500 people had not received payments and 6300 'survivor' (our terminology) cases were delayed. It seems not unusual for people to wait months for resolution and regular payments to begin As a result, over the last 9 months, many people have been left in severe financial difficulty.

Apparently various Task Forces were set-up (mostly without success) but finally in June, progress seemed to be underway. Nevertheless on 7th September, over 3000 survivors were still waiting for their pension.

Imagine this if PMO were to be privatised or taken over by incompetents. While it is difficult to compare EU and national civil servants, we can imagine the sorts of problems that would arise. So, my contribution this issue is to underline that we can be content with what we have, we must be vigilant to ensure that our own pension remains under competent in-house administration–and that is what AIACE is for as well as picking up the pieces for the odd case, usually one be-devilled by exceptional circumstances, so that it is resolved in good time.

UK Activities

It is ten years since the regrettable Brexit vote but AIACE-UK remains active with some 800 members. We receive fine support from AIACE International and it must be said from the Commission and PMO. This has been greatly reassuring in what have been otherwise rather melancholy times. In November, we will meet in London to discuss the usual PMO matters and to listen to a guest speaker, Professor Andrew Balfour, on the effects of ageing. If I remember, I will write more on this for the next issue.



La section Belgique a le vent en poupe

Gianluca Brunetti, Laura A. Mosca

Avec un Conseil d'administration (CA) renouvelé depuis mars, la section Belgique est repartie sur les chapeaux de roues pour ce mandat 2026-2029. Son nouveau président, Gianluca Brunetti, et sa nouvelle secrétaire générale, Laura A. Mosca, ainsi que l'équipe déjà en place, œuvrent avec enthousiasme et dévotion sur un programme de travail à la fois ambitieux, moderne et novateur.

Engagement et présence sur le terrain en tant que moteurs du projet européen : voici le credo de Gianluca Brunetti, ancien Secrétaire général du Comité économique et social européen. Le nouveau président a une vision précise de ses objectifs parmi lesquels figurent le développement de synergies avec l'AIACE Internationale, l'amélioration des relations entre les pensionnés et les Institutions ou la sensibilisation des futurs pensionnés à l'action de l'AIACE. Par rapport aux activités déjà en place au sein de la section Belgique, il désire travailler dans la continuité tout en tenant compte de l'évolution de notre société.

Côté social, une des priorités est toujours donnée à la fracture numérique, phénomène de plus en plus ressenti par de nombreux membres qui ont peine à suivre l'évolution des applications informatiques mises en place par la Commission. Comme précédemment, ceci se concrétise par des séances spécifiques organisées dans le cadre du projet « Les Matinées de l'Informatique », avec la présence de bénévoles de la section spécialistes du domaine.

Par ailleurs, notre section a récemment publié la sixième édition mise à jour de la brochure « Entraide sociale » fournissant de nombreuses informations sur les aides sociales que les pensionnés peuvent obtenir tant des Institutions que de la section Belgique ou du PMO, ainsi que sur les principaux centres d'aide privés et de proximité de la région de Bruxelles-capitale. La brochure est disponible dans les trois langues (français, néerlandais et anglais) sur le site de la section.

Concernant l'aide sociale de proximité prodiguée par une quarantaine de bénévoles sociaux à des collègues en difficulté, le nombre de demandes est en constante augmentation, ce qui rend nécessaire et urgent le recours à de nouvelles recrues. Fort heureusement, nous recevons régulièrement de nouvelles propositions d'aide. L'accent est également mis sur la situation des collègues désirant ou étant dans l'obligation d'intégrer une maison de repos ou une résidence-services. Une liste d'établissements ayant reçu la visite d'une équipe de collègues bénévoles de la section est ainsi établie, sur base de critères précis. Cette liste est à la disposition de tout(e) pensionné(e) résidant en Belgique. D'autre part, des groupes de parole sont proposés plusieurs fois par an, permettant ainsi aux membres endeuillés qui le désirent de partager leur ressenti souvent douloureux.

Du côté des activités culturelles et de loisirs, nos membres ne sont pas en reste avec un choix des plus éclectiques et variés. Les amateurs de voyages apprécient tant les croisières organisées trois





fois par an (Rhône, Moldau, Italie …) que les excursions de courte durée (Verdun, Meuse, …). Nos affiliés peuvent aussi bénéficier, tout au long de l'année, d'un programme de concerts de prestige grâce au mécénat accordé par la section Belgique à la Chapelle Musicale Reine Elisabeth de renommée mondiale.

Différents « Clubs » comme ceux de la bière et du vin ou le Club de marche permettent aux membres qui le souhaitent de se retrouver en toute convivialité autour d'une activité commune. Il convient de mentionner aussi le « Club européen », axé sur des échanges autour de l'Europe dans un cadre informel et décontracté. La section organise également tout au long de l'année des séances de théâtre, conférences et repas festifs qui remportent toujours un franc succès.

Le bulletin d'information « *A*propos » a fait ses preuves. Sous la houlette d'un Comité de rédaction bien rodé, il s'est doté d'une ligne éditoriale claire. Rédigés dans un esprit européen, les articles ne font pas que répercuter des informations transmises par les médias mais font place à l'analyse et à la réflexion quant aux sujets traités. Une certaine liberté de ton et d'esprit critique est vivement appréciée et, surtout, éviter la « langue de bois ». Tous les membres de la section peuvent y contribuer. Quant à l'information récurrente des membres de la section, elle se fait par le biais d'« Info-membres » envoyés tant en version digitale qu'en version papier quand le sujet est important. Le site web quant à lui est mis à jour de manière régulière et renvoie également vers les pages appropriées des sites des Institutions.

Dans l'esprit d'un des objectifs primordiaux de ses Statuts–la défense des intérêts des pensionnés -, le CA de la section suit avec attention les dossiers relatifs à la « Méthode » et à l'équilibre actuariel du régime de pension. La mise à jour des Dispositions générales d'exécution relatives à l'assurance maladie, actuellement en discussion, fait également l'objet de toutes les vigilances. La section peut compter sur la compétence de certains membres du CA dont l'expertise dans ces domaines n'est plus à démontrer.

La section Belgique a donc le vent en poupe et peut s'enorgueillir d'offrir une panoplie d'activités intéressantes à ses plus de 5.800 membres, tout en continuant à leur fournir l'assistance individuelle en cas de besoin avec toujours en toile de fond la promotion des valeurs du projet européen.

Conseil d'administration 2026-2029

PRÉSIDENT *Gianluca Brunetti*
VICE-PRÉSIDENTS *Alan Hick, Nadine Wraith*
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE *Laura A. Mosca*
TRÉSORIER (ASSOCIÉ AU CA) *Jean-Louis Ville*
TRÉSORIER ADJOINT *Gilbert Lybaert*
DÉLÉGUÉE À LA PROTECTION DES DONNÉES
Raffaella Longoni
MEMBRES
Pierre Blanchard
Dominique Dedeken
Dominique Deshayes
Félix Geradon
Nicole Hankart
Ignazio Iacono
Alexandre Jacobs
Monique Théâtre



© AIACE-DE - Die Mitgliederversammlung 2026 von AIACE-Deutschland



Wolfgang Petzold

An English and/or French translation is available on the AIACE website (News/ Articles/Opinions section) and in the digital version of this magazine.

Gelungene Jahrestagung 2026 von AIACE-Deutschland in Leipzig

Please note: An English version of this article is available on AIACE's website under (Link)

Vom 30. August bis zum 3. September 2026 fand in Leipzig die Jahrestagung und Mitgliederversammlung von AIACE-Deutschland statt. Fast 120 Teilnehmende, unter Ihnen auch pensionierte deutsche EU-Bedienstete aus Belgien, den Niederlanden, Österreich, der Schweiz und Spanien, erlebten ein umfangreiches und interessantes Programm. Während der Mitgliederversammlung gaben Präsidentin Viola Groebner und Vize-Präsidentin Hiltrud Besgen einen Überblick über alle Tätigkeiten und Vorhaben des Vereins, die derzeit komplett auf ehrenamtlicher Basis ausgeführt werden. Bei mittlerweile fast 1 000 Mitgliedern werden dabei oft die Grenzen der Belastbarkeit der ehrenamtlich tätigen Kollegen überschritten. Der Vorstand plant die Einrichtung einer Arbeitsgruppe mit dem Ziel, zeitnah Lösungen für eine verbesserte Vereinsorganisation zu erarbeiten. Nach der Mitgliederversammlung am Vormittag des 1.9., in der Wolfgang Petzold und Christa Forman als Vorstandsmitglieder gewählt wurden, eröffnete Didier Hespel von AIACE-International die Vortragsrunde am Nachmittag. Er informierte über sektionsübergreifende Themen, so z.B. über den diesjährigen Jahreskongress von AIACE INTERNATIONAL und die zu erwartenden Änderungen im nächsten Jahr sowie über die Nutzung von Newsroom und Pensioners' Portal, beschlossene Satzungsänderungen und den Stand der Verhandlungen mit der Europäischen Kommission zur Revision der Durchführungsbestimmungen für die Erstattung von Krankheitskosten. Jurgen van Deyck, Referatsleiter beim PMO für Pensionen, sprach über neueste Entwicklungen im Bereich des Pensionssystems und behandelte spezielle Fragestellungen der in Deutschland lebenden Pensionäre, während sein Kollege Erik Posselt viele individuelle Fragen der Pensionäre



© AIACE-DE – Bootsfahrt auf Gewässern in der Leipziger Innenstadt



© AIACE-DE – Scheckübergabe an das „Juniorteam Europa“

zum GKFS beantwortete. Vor der Jahrestagung hatte der Vorstand die Kollegenhelfer:innen und die Leiter:innen der sieben deutschen Regionalgruppen zu einem Schulungs- und Informationsseminar sowie zu einem Erfahrungsaustausch geladen.

Im Rahmen des Begleitprogramms konnten die Teilnehmenden mehr über Leipzig und das Umland der Stadt erfahren. Leipzig hat auf Grund seiner Lebensqualität aktuell den höchsten Zuwachs an Einwohnern unter den deutschen Großstädten. Auf dem Programm standen Stadtrundgänge und Bootsfahrten sowie Besuche der Deutschen Nationalbibliothek und des Bundesverwaltungsgerichts. Ein ganzer Tag war dem „Neuseenland“ gewidmet, einem Gebiet, das sich seit den 1990er Jahren als ehemaliges Braunkohleabbaugebiet in eine Wassersport- und Erholungslandschaft verwandelt, die einmal 70 km2 an Seen und Wasserläufen umfassen soll. Kulinarisch rundeten Mittag- und Abendessen im bekannten „Auerbachs Keller“ und den „Salles de Pologne“ in der Leipziger Altstadt das Programm ab.

Schließlich vergab AIACE-Deutschland an das Leipziger Projekt „Juniorteam Europa“ eine Spende von 3 500 Euro. Das Projekt macht in Schulen in ganz Sachsen „Europa“ zum Thema, wobei die Vermittlung von Wissen oft spielerisch erfolgt. Im „Juniorteam“, das vom soziokulturellen Zentrum „VILLA Leipzig e.V.“ und dem „Europa-Haus-Leipzig e.V.“ betreut wird, arbeiten aktuell 24 junge Erwachsene mit, die gemeinsam mit den Schulen zwei bis vier Schulstunden gestalten und durchführen. Eindrucksvoll schilderten zwei der Teamer:innen, was ihnen die Arbeit in den Schulen bedeutet. Viola Groebner sagte aus Anlass der Spendenübergabe: „Was uns besonders gut gefallen hat, ist die Tatsache, dass Konzept und Inhalte von jungen Menschen für junge Menschen entwickelt und spielerisch umgesetzt werden. Dies kann europäische Themen besser erlebbar machen als Broschüren oder Vorträge.“.

Jahrestagung und Mitgliederversammlung von AIACE-Deutschland werden 2027 in Karlsruhe stattfinden.

Highlights of action in Finland





Tapani Piha

President



Erja Piipponen

Board Member

The new vademecum – a milestone

After a year of dedicated effort, the Social Actions working group of AIACE Finland finalised a new comprehensive handbook for EU pensioners in May 2026. This *vademecum* – a practical guide in Finnish – addresses key topics tailored to the Finnish context ranging from retirement procedures, settling down in Finland and JSIS claims, to pensioners' rights and obligations, as well as advice for relatives in the event of a retiree's passing.

Designed for clarity and ease of use, the handbook is both visually appealing and reader friendly. With support from DG HR, OIB printed and distributed it in two copies to all AIACE Finland members and those who requested it. Why two copies? We encourage our members to give the other copy to a relative who may need to know about the EU pension and social security system, in Finnish.

The printed handbook is complemented by an online version, regularly updated with additional attachments and explanations. AIACE Finland's Helpdesk (helpdesk@aiace-fi.eu), staffed by volunteers on a monthly rotation, provides personalised assistance, often directing members to relevant sections of the handbook. This initiative has proven invaluable in preventing issues and remains one of the highest-rated membership benefits, alongside the members' bulletin and social activities.

Welcoming newcomers

In recent years, AIACE Finland has experienced rapid membership growth, with approximately 50 new pensioners joining annually, which has brought the membership rate to 80%. To attract potential new members, the association has organised events in Brussels, highlighting the advantages of membership.

Additionally, AIACE Finland has introduced welcome events for new members, covering essential topics such as settling in Finland, adapting to retirement life, understanding how JSIS works in Finland, and of course learning to know each other and AIACE's mission. These ensure new members feel supported and informed as they transition into this new phase of life.

The core of social events: coming together

Many members say that the association's events are highly important for connecting with people who share similar backgrounds and life experience. These gatherings offer a trusted environment to members to refresh memories about their careers in European institutions and the challenges and rewards of living abroad.

While it is impossible to list all events from the past year, some highlights include:



AIACE Finland's president Tapani Piha is welcoming the participants to AIACE's Christmas lunch. Photo: Taina Mertalo.

The first ever river cruise

For the first time ever, AIACE Finland organised a river cruise in October 2025. The cruise along the Danube departed from Vienna, stopping in Bratislava, Budapest, Melk, and Linz. In Budapest, Finland's Ambassador to Hungary, Pertti Auvinen, briefed participants on the political situation in Hungary, where the then-ongoing anti-EU advertising by the Orban government was still visible on the streets.

Christmas lunch: a growing tradition

In December 2025, we hosted our second Christmas lunch, attracting a record 97 participants. Though Santa Claus was absent, the event featured live music from the association's own Rubato brass band, performing jazz classics and festive tunes.

Finland is geographically large: stretching 1 160 km in length and 540 km in width. The distance between the southernmost and northernmost members is 700 km, while the distance between the westernmost and easternmost members is 420 km. To ensure that all members can participate in the association's activities, nearly all events are organized as hybrid meetings, allowing for both onsite and remote attendance.

Given the situation, AIACE Finland encourages and supports local gatherings. And yes, they organised local Christmas lunches, bringing the total number of participants in 2025's celebrations to over 130.

Exploring Finland: a trip to Turku

In addition to international travel, AIACE Finland organises domestic excursions. In summer 2026, a group of Aiaceans visited Turku, Finland's oldest city. The trip explored both the city's rich history and its modern initiatives, including a presentation by the West Finland Film Commission on promoting Finnish film production. There attendees learned about the upcoming film "*Lex Julia*", a Finnish-Estonian-British-Swedish-Polish co-production directed by Laura Hyppönen, set for release in January 2027. — Some participants extended their stay to attend the yearly Europe Forum, Finland's largest event on EU policy.

Awarding excellence: encouraging EU studies

In 2024, AIACE's Finnish section decided to mark two milestones, 30 years of Finland's membership in the EU and AIACE Finland turning 15, in a forward-looking way: the section launched an award programme to recognise university students on outstanding master's theses on EU policy topics. The initiative aims to encourage young people to



From left: Merja Rantala (jury's facilitator), Atte Jääskeläinen (President of the jury), Carl Eklund (Åbo Akademi), Totti Sivonen (University of Helsinki), Director Hanna Tuominen (University of Helsinki), Miikka Viitanen (University of Lapland), professor, vice-rector Piia Björn (University of Lapland), Sari Haukka and Markku Keinänen (jury members). Professor Mikael Nygård (Åbo Akademi) could not participate onsite. The winners received 1 000 € each. Photo: Taina Mertalo.

study EU affairs and pursue careers in European institutions, addressing the decline in Finnish representation among EU civil servants.

The first awards were presented in 2025 (featured in VOX 131, pages 49-50), followed by the second round in June 2026. This time, all science universities across Finland were invited to pre-select one candidate based on academic merit. The jury included two distinguished EU experts: President of Finnish Innovation Fund Sitra Atte Jääskeläinen and former Permanent Representative to the EU, Ambassador Markku Keinänen, as well as two AIACE members. When selecting the winners, the jury emphasised policy relevance and future orientation.

Diverse research topics

During the two rounds, altogether six graduates have received awards for their master's theses, which have dealt with a wide range of EU policies: border management and protection of vulnerable people in the new EU Pact on Migration and Asylum; the impact of the Corporate Sustainability Reporting Directive on corporate responsibility; the role of Finnish media in shaping public perception of the EU and the climate debate; limits of the jurisdiction of the Court of Justice of the EU in the foreign and security policy; and the criminalisation of violations of EU sanctions against Russia and the related criminal justice challenges.

Supporting AIACE's mission

The award program aligns with AIACE Finland's broader objective of promoting knowledge of EU institutions in Finland. By recognising and rewarding academic excellence on EU policy studies, the association hopes to inspire the next generation of EU professionals and to promote high-level EU teaching and research at universities.

While the first awards' nest egg originated from the surplus accumulated during the COVID-19 years, the second round was secured through generous member donations, which also enable the continuation of the award programme in 2027.



Emmanuelle Mourareau vient de publier un livre de témoignages des pionnières et des pionniers de nos institutions européennes, nos ex-collègues.

Jacques Vonthron l'a lu et nous livre ses impressions enthousiastes.



Jacques Vonthron

« L'ESPRIT DE ROME » D'EMMANUELLE MOURAREAU

« L'Esprit de Rome » est un livre rare, à la fois profondément intime et résolument politique. À travers trente-six récits de vie, Emmanuelle Mourareau redonne chair à une génération de femmes et d'hommes qui, souvent dans l'ombre, furent les artisans quotidiens de la construction européenne. Elle éclaire ainsi de l'intérieur ce que fut réellement « l'Esprit de Rome » : non pas seulement un traité fondateur signé en 1957, mais une aventure humaine exigeante, fragile, portée par des convictions profondes et un idéal de paix.

Genèse du livre

L'origine de cet ouvrage est profondément personnelle. En septembre 2021, la disparition du père de l'autrice, Raymond Mourareau, ancien fonctionnaire européen de la première heure, agit comme un déclencheur. Sa confidence tardive, empreinte de pudeur, fait naître chez Emmanuelle Mourareau le désir de comprendre ce qui avait poussé toute une génération à s'investir corps et âme dans une entreprise dont nul ne pouvait garantir le succès.

Très vite, l'enquête dépasse le cadre familial. Membre de l'association des anciens élèves des Écoles européennes, l'autrice mobilise ce réseau pour recueillir les témoignages. Grâce au soutien du Parlement européen, une première diffusion de ces récits voit le jour sur la plateforme « My House of European History », donnant visibilité et légitimité à ce travail de mémoire.

De sa collecte patiente et exigeante, trente-six témoignages (sur 50) sont finalement retenus. Ce choix répond à un double souci : préserver la diversité géographique, notamment celle des six pays fondateurs, et restituer la pluralité des expériences, y compris celles issues des premières vagues d'élargissement. L'ouvrage s'inscrit ainsi pleinement dans une démarche mémorielle.

Une fresque humaine de l'Europe en devenir

Nombre de ces femmes et de ces hommes portent dans leur chair les stigmates du XX^{ème} siècle : guerres, persécutions, exils, déportations. Leur engagement européen apparaît souvent comme une réponse directe aux tragédies vécues.

Ainsi découvre-t-on le parcours de Renée van Hoof Haferkamp, issue d'une famille belge cachée et sauvée par la Résistance, devenue la première femme directrice générale dans l'histoire des

institutions européennes. Celui de Lea Gattegno Franco, rescapée d'Auschwitz-Birkenau, secrétaire quadrilingue à la Commission, nouant des liens d'amitié profonds avec d'anciens ennemis. Celui encore de Hanna Kamieniecki-Serman, échappée à la rafle du Vel d'Hiv, dont le père fut exterminé à Auschwitz, qui œuvra au service médico-social de la Commission pour améliorer concrètement les conditions de vie du personnel. Ou bien celui de Pierre Oschinsky, survivant des camps de Dachau et Majdanek, devenu traducteur européen, ou encore de Dieter Rogalla, ancien élève des internats d'élite nazis, transformant radicalement son destin en militant convaincu de la disparition des frontières.

Ces trajectoires singulières composent une fresque humaine d'une rare cohérence. L'Europe n'y apparaît jamais comme un projet technocratique abstrait, mais comme une espérance incarnée, patiemment construite par des individus convaincus que le rapprochement des peuples passait d'abord par le travail quotidien, discret et obstiné.

Le livre donne également à voir le quotidien concret de ces pionniers : conditions matérielles précaires des débuts, improvisation permanente, déménagements successifs, familles ballotées au gré des affectations, écoles européennes naissantes, défis linguistiques et culturels. Ces détails précis, minutieusement collectés, confèrent au récit toute sa force de vérité.

Un ouvrage émouvant et nécessaire

Combien fallait-il être visionnaire, courageux, parfois téméraire, pour miser sa vie professionnelle, familiale et personnelle sur un projet aussi incertain, à une époque où l'Europe n'était encore qu'une hypothèse fragile ? Cette interrogation traverse l'ouvrage de part en part.

Le livre touche par la sincérité des témoignages, leur sobriété et leur absence totale de posture idéologique. Il n'y a ici ni glorification naïve ni nostalgie béate, mais une volonté lucide de transmettre. La force émotionnelle naît précisément de cette retenue : les drames sont évoqués sans pathos, les espoirs sans emphase, laissant au lecteur l'espace nécessaire pour mesurer pleinement la portée humaine du projet européen.

Pour nombre d'entre nous, ces récits feront écho à des figures croisées directement ou indirectement au fil de nos parcours institutionnels ou militants. On reconnaît dans ces pionnières et pionniers une génération animée par un sens aigu du service public, de la responsabilité collective et de la transmission. Leur histoire personnelle éclaire d'un jour nouveau les valeurs fondatrices de l'Union européenne.

L'un des grands mérites du livre est précisément de « ré-enchanter » le projet européen en le ré-humanisant. Emmanuelle Mourareau rappelle que l'Europe est d'abord une aventure humaine avant d'être une construction institutionnelle.

« L'Esprit de Rome » est ainsi un ouvrage précieux. Il se lit avec émotion, mais aussi avec reconnaissance envers celles et ceux qui ont porté, parfois au prix de lourds sacrifices, une ambition politique d'une rare élévation morale. On ne referme pas ces pages indemnes. On en ressort plus lucide, plus conscient de la fragilité de cette construction, mais aussi plus déterminé à en préserver l'héritage.

Beaucoup de nos membres y trouveront, j'en suis convaincu, un écho personnel, et le même plaisir de lecture, mêlé d'émotion et d'admiration. C'est une œuvre qui mérite pleinement d'être lue, transmise et partagée.

Le livre « L 'Esprit de Rome » (235 pages, éditions Peter Lang) est disponible sur le site de l'éditeur https://www.peterlang.com/document/1691311, mais également à la Librairie Européenne à Bruxelles.

Courant octobre, la bibliothèque Solvay à Bruxelles organise un débat autour du livre. La discussion portera sur la question du récit fondateur ou l'impensé du projet européen.



Karel Barták

AIACE-CZ lost a valuable person and one of its' founding members

Karel Barták was a respected Czech journalist and European affairs expert whose career connected Prague and Brussels. He reported on key moments in the Czech Republic's integration into NATO and the European Union and later served at the European Commission. Known for his professionalism, insight, and humour, he earned the admiration of colleagues across Europe. His commitment to public service and journalism leaves a lasting legacy. He will be remembered with deep respect and gratitude.

On behalf AIACE-CZ Otto Pacholík
(president)

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution	Pays Rés.
ADLER-RACZ Anne-Marie	17/06/1928	01/07/1993	06/08/2026	COM	BEL
ALBRECHT Steffen	15/07/1927	01/12/1989	11/06/2026	COM	DEU
ALTMANN Solange	10/04/1940	01/11/1996	18/07/2026	COM	FRA
AMEYE Dina	05/04/1933	01/10/1987	13/09/2026	COM	BEL
AMPHOUX BOUGENOT Jacqueline	08/04/1930	01/01/1989	05/09/2026	COM	FRA
ANGELOZZI Emilia	29/05/1963	01/05/2026	23/08/2026	COM	BEL
ANTTONEN Tuija	30/05/1951	01/11/2012	04/07/2026	CM	FIN
BAILEY Ronald	09/05/1948	01/07/2008	31/07/2026	COM	FRA
BARDELLI Renato	17/12/1938	01/01/2004	07/07/2026	COM	ITA
BARTAK Karel	14/12/1953	01/01/2019	27/08/2026	EACEA	CZE
BASTIANETTO Veronica	21/10/1960	01/09/2025	05/07/2026	PE	ITA
BELESSIOTIS Tassos	08/03/1948	01/04/2013	02/08/2026	COM	BEL
BENTO VALENTE JOSE	01/06/1961	01/02/2024	14/09/2026	COM	PRT
BERERA Veronika	19/02/1947	01/06/2011	30/06/2026	COM	DEU
BIETH Michel	29/07/1949	01/08/2014	19/09/2026	COM	FRA
BIGAIGNON Joan	30/06/1947	01/01/2008	16/09/2026	CM	BEL
BLAIR Sheena	29/03/1955	01/10/2013	11/09/2026	COM	GBR
BLANQUEZ YESTE Antonio	10/08/1956	01/09/2021	14/09/2026	COM	BEL
BLOM Harmen	14/05/1937	01/06/2002	20/06/2026	CM	NLD
BONINO Emma	09/03/1948	09/03/2013	11/09/2026	COM	ITA
BOOTH Kerry	09/12/1955	01/01/2019	05/07/2026	EASA	GBR
BORUTA Irena	18/05/1950	01/11/2016	27/06/2026	CJ	POL
BRENNER Irene	30/08/1948	01/10/2002	27/06/2026	CC	LUX

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution	Pays Rés.
BROCHART Patrice	01/01/1950	01/05/2003	12/08/2026	COM	BEL
BRUNORI Pierluigi	09/11/1957	01/05/2019	10/08/2026	COM	LUX
BUZZI Renzo	02/02/1941	01/03/2002	12/09/2026	COM	ITA
CAMIER Louis-Luc	12/09/1934	01/11/1996	21/09/2026	COM	FRA
CARETTA Alberto	03/05/1939	01/01/2001	21/09/2026	COM	ITA
CAZZOLA Gino	23/01/1935	01/01/2000	10/07/2026	COM	ITA
CECCONE Giacomo	08/06/1959	01/07/2024	17/08/2026	COM	ITA
CHMIEL Dariusz	29/09/1957	01/07/2023	16/07/2026	PE	LUX
CHOME Gesa	07/10/1936	01/06/1997	09/08/2025	CEDEFOP	DEU
CHRISSANTHAKI Athanassia	03/05/1959	01/01/2017	22/09/2026	COM	LUX
CHRYSSANTHOU Nikolaos	31/01/1950	01/02/2015	30/06/2026	COM	GRC
CLARKE Archie	16/06/1935	01/07/2000	17/08/2026	COM	BEL
COLLONGUES Lyliane	20/03/1939	01/01/2004	19/08/2026	COM	FRA
COLOMBO Alessandro	03/09/1937	01/10/2002	07/08/2026	COM	ITA
COLTRO Franca	22/09/1945	01/06/1992	29/08/2026	PE	ITA
CONSEIL Marie-Odile	27/10/1950	01/10/1994	20/07/2026	CJ	FRA
DE BOCK Joost	26/09/1950	01/10/2015	18/08/2026	COM	BEL
DE BRUYNE Gilbert	18/02/1933	01/03/1998	18/08/2026	CM	BEL
DE REUCK Hetty	24/07/1948	01/08/2013	25/06/2026	COM	BEL
DECKERS Jean	08/03/1955	01/02/2019	26/02/2026	PE	LUX
DEFRANG Alfred	20/05/1952	01/11/1988	08/07/2026	COM	LUX
DEHANDTSCHUTTER Jacques	04/09/1949	01/11/1998	05/08/2026	COM	FRA
DELAUNOY Lucienne	25/09/1936	01/04/1985	14/09/2026	COM	BEL
DELETTRE Bertrand	06/03/1966	01/03/2026	11/08/2026	COM	BEL

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution	Pays Rés.
DEVROEY Monique	21/09/1937	01/10/2002	27/06/2026	COM	BEL
D'HONDT Yolande	25/10/1943	01/09/1998	18/07/2026	COM	BEL
DI MEO Marie-Claire	06/11/1952	01/12/2017	14/09/2026	PE	BEL
DIEDERICH Romain	28/09/1941	01/02/2002	09/09/2026	PE	LUX
DOYLE Paul	04/05/1948	01/03/2009	09/08/2026	COM	GBR
DOYLE Rose	16/11/1959	01/02/2018	23/08/2026	COM	IRL
DREW Martin	08/03/1950	01/08/2010	30/07/2026	COM	GBR
DUARTE Maria Teresa	26/07/1942	01/12/2002	13/07/2026	COM	BEL
DULFER Elisabeth	11/04/1938	01/05/1998	07/07/2026	CM	NLD
EIGL Christine	10/06/1944	01/01/2004	09/08/2026	COM	BEL
EL BUSTO SAENZ Miren Izaskun	02/06/1965	01/05/2023	01/07/2026	COM	ESP
EMPTAZ Gilbert	12/02/1950	01/08/2003	27/06/2026	COM	FRA
ERSBOELL Niels	09/04/1926	01/04/2004	11/06/2026	CM	DNK
ESPOSITO Francois	27/07/1934	01/06/1996	06/08/2026	PE	LUX
FERNANDES Ana	23/05/1957	01/09/2018	17/07/2026	CM	PRT
GABRIEL-DE CLERCQ Danielle	08/11/1949	01/08/2013	01/08/2026	COM	BEL
GARBARINO Georges	14/06/1952	01/12/2012	26/06/2026	COM	FRA
GIERES Terry	01/12/1930	01/07/1992	17/07/2026	COM	ESP
GRANDJEAN Monique	02/08/1932	01/09/1992	15/08/2026	COM	BEL
GRASSI Pietro	10/08/1933	01/09/1998	04/09/2026	COM	ITA
GUENTHER Brigitte	10/03/1935	01/05/1996	20/08/2026	COM	BEL
GUETTI Livio	27/02/1935	01/09/1993	09/08/2026	COM	LUX
HALES Michael	13/07/1948	01/02/2009	25/09/2026	COM	ESP
HANON Suzanne	24/02/1942	01/03/2007	12/06/2026	COM	BEL

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution	Pays Rés.
HENTGEN Suzanne	23/05/1925	01/06/1990	04/05/2026	COM	LUX
HERREMAN Andre	13/04/1921	01/02/1982	26/07/2026	COM	BEL
HERRMANN Daniele	17/08/1935	01/10/1995	27/07/2026	PE	FRA
HOUEL Michel	28/07/1948	01/10/1999	05/07/2026	CJ	FRA
INGLESE Armando	31/10/1927	01/12/1987	27/06/2026	COM	ITA
ISEBAERT Alexandre	27/05/1953	01/06/2020	17/07/2026	COM	LUX
JAEGER Arlette	07/02/1945	01/03/2003	09/07/2026	COM	LUX
JAFFRE Andrée	18/03/1930	01/04/1993	31/07/2026	COM	FRA
JOHANSSON Matti	02/10/1960	01/11/2025	29/06/2026	ECHA	FIN
KAISER Elisabeth	05/11/1935	01/09/1997	19/09/2026	COM	DEU
KALLAS Siim	02/10/1948	01/11/2017	22/08/2026	COM	EST
KARAMARCOS Christos	19/09/1952	01/01/2015	12/08/2026	PE	LUX
KARKKAINEN Juha	13/02/1962	01/10/2025	13/07/2026	COM	FIN
KELLERBACH Dieter	24/06/1948	01/07/2008	03/09/2026	PE	DEU
KLAESS-NEUMANN Nicole	15/02/1930	01/03/1995	03/08/2026	COM	LUX
KLISCH LUEERSSEN Gudrun	10/04/1948	01/04/2009	02/09/2026	COM	BEL
KNOPPEK Jürgen	15/10/1952	01/08/2016	28/06/2026	CJ	LUX
LAURENT Madeleine	13/12/1926	01/07/1983	30/07/2026	COM	FRA
LENSING Ingeburg	20/03/1932	01/04/1997	07/09/2026	COM	DEU
LEONARD Jack	26/04/1934	01/01/1996	17/09/2026	COM	FRA
LOPES Carlos	29/01/1950	01/04/2012	17/08/2026	COM	PRT
LORENZINI Ubaldo	25/06/1954	01/01/2016	18/07/2026	COM	BEL
MARCHANDISE Hubert	14/01/1931	01/02/1995	20/08/2026	COM	BEL
MASON Dorothy	02/02/1934	01/02/1999	28/08/2026	COM	BEL

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution	Pays Rés.
MC FADDEN Fiona	13/11/1967	01/02/2020	17/09/2026	SESAR	BEL
MERGEN Edith	25/06/1930	01/09/1991	22/08/2026	COM	BEL
MICHELSEN Bent	01/01/1952	01/06/2007	20/09/2026	COM	DNK
MILLIERE Agnes	10/07/1946	01/08/2006	26/08/2026	PE	LUX
MIRA Silvana	20/04/1953	01/05/2012	29/08/2026	COM	ITA
MONTELLANICO Pietro	01/02/1930	01/04/1992	29/07/2026	COM	ITA
MURPHY Derek	21/05/1936	01/03/1989	08/07/2026	COM	DEU
NEVES LIMA Jose	26/12/1938	01/07/2000	05/08/2026	COM	GBR
NEYROZ Piergiorgio	23/10/1940	01/05/1992	04/07/2026	COM	BEL
NIEMINEN-VOUNAKIS Irja	22/04/1946	01/05/2011	25/07/2026	COM	BEL
NILSSON Suzanne	03/05/1947	01/06/2012	12/07/2026	COM	BEL
NOTARI Marcelle	24/05/1944	01/06/2009	06/09/2026	COM	LUX
NYMANN-HANSEN Elsmarie (Sys)	27/02/1948	01/01/2007	19/08/2026	COM	DNK
O'SULLIVAN Thomas	15/12/1935	01/10/1997	01/09/2026	COM	IRL
OVERGAARD Erik	23/09/1942	01/01/2006	26/08/2026	COM	BEL
PALMA Pierre	09/04/1934	01/12/1997	18/08/2026	COM	ITA
PANZANI Denise	22/09/1936	01/10/2001	30/07/2026	COM	BEL
PAOLINI Fulvio	29/11/1931	01/12/1996	14/07/2026	COM	BEL
PASQUALINI Luigi	01/04/1936	01/01/2001	09/08/2026	COM	ITA
PELZER Renate	10/04/1944	01/02/1991	04/06/2026	CJ	DEU
PERAULT Albert	18/09/1941	01/10/2006	27/06/2026	CM	BEL
PHILLIPS Brian	07/07/1938	01/08/2003	09/07/2026	COM	FRA
PICCOLI Raffaele	08/04/1932	01/08/1992	17/08/2026	COM	BEL

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution	Pays Rés.
PILLIVUYT Francoise	20/01/1937	01/02/1997	23/08/2026	COM	FRA
PORTUGAELS Marie	29/10/1933	01/04/1980	20/08/2026	COM	BEL
QUEMENER Richarde	04/03/1937	01/12/1994	06/09/2026	PE	FRA
RAGAZZI Sergio	13/11/1930	01/09/1992	23/07/2026	COM	ITA
ROEST Jan	17/05/1962	01/03/2025	02/09/2026	COM	BEL
ROTHWEILER Annemarie	20/02/1933	01/03/1993	03/08/2026	PE	DEU
SAISON Regis	28/06/1938	01/01/2000	30/07/2026	COM	BEL
SCHEWE Arnold	05/10/1953	01/02/2018	03/08/2026	COM	FRA
SCHIUMA Michele	26/10/1935	01/10/1996	10/07/2026	PE	DEU
SCHLICKMANN Theodor	08/02/1948	01/03/2013	21/04/2026	COM	DNK
SCHMID Aafje	25/11/1939	01/12/2002	29/08/2026	PE	LUX
SCHWEITZER Paul	29/09/1942	01/10/2002	07/06/2026	COM	FRA
SHEYE Finn	20/05/1950	01/06/2015	19/08/2026	EFSA	ESP
SINNOTT John	15/05/1944	01/06/2009	08/07/2026	COM	BEL
SOMSEN Herman	09/07/1935	01/08/2000	25/06/2026	COM	NLD
SOUCRY claudine	19/08/1947	01/09/2011	26/08/2026	PE	LUX
SPILDOOREN Jean-Pierre	19/05/1950	01/06/2010	17/09/2026	CES	BEL
STEINMETZER Robert	21/10/1944	01/07/2006	29/07/2026	COM	BEL
SUDWAY Leonard	30/09/1929	01/10/1994	09/06/2026	COM	LUX
TARUTTIS Marga	18/04/1935	01/05/1995	16/09/2026	CM	DEU
THIRIAT Aime	11/04/1933	01/07/1985	17/09/2026	COM	FRA
THORNGREEN Sten Marcher	02/10/1945	01/08/2009	14/09/2026	PE	BEL
THYMELIS Despina	03/12/1957	01/01/2020	02/07/2026	COM	BEL

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution	Pays Rés.
TRADACETE COCERA Angel	12/11/1951	01/05/2010	03/07/2026	COM	ESP
TRIO Leopold	24/07/1941	01/08/1991	31/07/2026	COM	BEL
URBANO Antonio	06/03/1930	01/04/1995	12/08/2026	COM	ITA
VAARTNOU Kulli	24/06/1955	01/01/2021	20/07/2026	CJ	EST
VALKOSALO Paivi	12/02/1962	01/08/2020	24/07/2026	COM	FIN
VAN BEVER Theo	22/02/1945	01/03/2003	10/09/2026	CES	BEL
VAN CAMPENHOUT Hilda	13/08/1936	01/09/1996	11/06/2026	COM	BEL
VAN CRUCHTEN Theo	27/09/1946	01/09/1998	08/08/2026	COM	DEU
VAN DE WATER Robert	20/07/1953	01/10/2012	25/08/2026	PE	DEU
VAN HOUTER Yvette	08/10/1938	01/11/1998	11/08/2026	COM	BEL
VAN PAEMEL Helga	25/11/1939	01/12/2004	15/07/2026	COM	BEL
VANHAEREN Roger	15/04/1950	01/05/2015	29/08/2026	PE	BEL
VELDMAN Harry	15/01/1939	01/01/2002	18/06/2026	COM	BEL
VERHEIRSTRATEN Rosy	15/06/1950	01/04/2008	20/04/2026	COM	BEL
VERRYCK Vina	09/02/1937	01/03/2002	26/07/2026	COM	BEL
WEBER Francine	29/07/1937	01/08/2002	06/08/2026	COM	ITA
WICHARZ-LINDNER Angela	24/04/1954	01/10/2007	17/08/2026	PE	DEU
WIERINCKX Gilbert	24/12/1940	01/03/1994	27/09/2026	COM	BEL
WRIGHT Stephen	23/03/1932	01/04/1997	31/08/2026	PE	GBR
ZACCHERONI Eraldo	21/05/1926	01/06/1986	10/08/2026	COM	ITA
ZALUDOVA Anna	13/07/1942	01/05/2007	07/08/2026	CM	CZE
ZAMAGNI Giorgio	26/12/1953	01/06/2014	22/05/2026	COM	BEL

SOUHAITEZ-VOUS CONTINUER À RECEVOIR LE AIACE EU EN VERSION PAPIER?

Le magazine AIACE EU est dorénavant envoyé par la poste uniquement aux membres de l'AIACE.

Il est également disponible en ligne sur le site web de l'AIACE Internationale: https://aiace-europa.eu, sous la rubrique 'Publications': https://aiace-europa.eu/publications/

Si vous ne souhaitez plus recevoir le AIACE EU en version papier, vous pouvez:

- envoyer un e-mail à la boîte fonctionnelle HR-AIACE-AIACE EU@ec.europa.eu et préciser votre nom, prénom et numéro de pension
- nous écrire à l'adresse suivante: AIACE internationale, Bureau VM18 3/13, Commission européenne, 1049 Bruxelles, en précisant votre nom, prénom et numéro de pension.

WOULD YOU LIKE TO CONTINUE RECEIVING THE PAPER VERSION OF AIACE EU ?

AIACE EU magazine is now sent by post to AIACE members only.

It is also available online on the AIACE International website: https://aiace-europa.eu, under 'Publications': https://aiace-europa.eu/publications/

If you no longer wish to receive the paper version, you can unsubscribe at any time by

- either sending an email to HR-AIACE-AIACE EU@ec.europa.eu stating your name, surname and pension number
- or sending a letter to the following address : AIACE International, Office VM18 3/13, European Commission, 1049 Brussels, stating your name, surname and pension number.

Vous pouvez joindre le secrétariat :

- *par téléphone du lundi au vendredi au +32 (0)2 295.29.60 et au +32 (0)2 299.05.58 de 10h à 16h*
- *par mail : aiace-int@ec.europa.eu et aiace-general@ec.europa.eu*

Rue Van Maerlant 18,
1040 Bruxelles, bureau 3/13

You can contact the secretariat:

- *By telephone, Monday to Friday at +32 (0)2 295.29.60 and +32 (0)2 299.05.58 from 10:00 to 16:00*
- *By email: aiace-int@ec.europa.eu et aiace-general@ec.europa.eu*

Rue Van Maerlant 18,
1040 Bruxelles, office3/13





Secrétariat de l'AIACE internationale
Anne-Pascale Descamps et Fabrizio Gariazzo



Le rapport d'activité 2025-2026 d'AIACE International qui se trouve sur le site web est publié en trois langues dans la version numérique du magazine AIACE.EU numéro 136.